

PROGRAMME
ACP-UE
DE PRÉVENTION
DES RISQUES LIÉS
AUX CATASTROPHES
NATURELLES

Rapport d'activité de 2014-2015



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



Sols arides en Mauritanie. Crédit photo: Pablo Tosco / Oxfam International

© Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et le relèvement

Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, Etats-Unis d'Amérique

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le Programme Afrique Caraïbes Pacifique (ACP) – Union européenne (UE) pour la prévention des risques liés aux catastrophes naturelles, une initiative du groupe des États ACP, financé par l'UE et géré par la Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables ont été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, l'Union européenne ou la Banque mondiale/GFDRR ; ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, l'Union européenne ou la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat du GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat du GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2015 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Conception: Miki Fernández/ULTRAdesigns, Inc.



PROGRAMME ACP-UE

DE PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX CATASTROPHES NATURELLES

Rapport d'activité de 2014-2015



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



Crédit photo : Huntstock | Thinkstock.com

CE RAPPORT :

- (i) résume les activités relevant du programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR) pour la période envisagée (novembre 2013 – juin 2015)¹ et
- (ii) donne un aperçu des réalisations du programme.

¹ La période envisagée a été fixée pour prendre fin le 30 juin 2015, pour qu'elle coïncide avec l'exercice de la GFDRR/ Banque mondiale, qui court du 1er juillet d'une année donnée au 30 juin de l'année suivante.

Sigles et abréviations

AA	Accord administratif
AAP	Appel à propositions
ACC	Adaptation au changement climatique
ACMAD	Centre africain pour les applications de la météorologie au développement
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
AFR	Région Afrique
AfRP	Africa Regional Platform for Disaster Risk Reduction (Plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophes)
AGRHYMET	Agrométéorologie, hydrologie, météorologie (Centre régional)
AID	Association internationale du développement
AusAid	Australian Aid
BAD	Banque asiatique de développement
BAfD	Banque africaine de développement
BCRIP	Belize Climate Resilience Infrastructure Project (Projet des infrastructures à résilience climatique de Belize)
BDC	Banque de développement des Caraïbes
CAP	Conservancy Adaptation Project (Projet d'adaptation à la conservation de la nature)
CAT-DDO	Catastrophe Deferred Drawdown Option (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)
CDEMA	Caribbean Disaster Emergency Management Agency (Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes)
CDM	Comprehensive Disaster Management (Gestion globale des catastrophes)
CE	Commission européenne
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales
CHaRIM	Caribbean Handbook for Risk Information Management (Manuel des Caraïbes pour la gestion d'information sur les risques)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIF	Climate Investment Fund (Fonds d'investissement climatique)
CILSS	Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
COI	Commission de l'océan Indien
COSEP	Centre des opérations de secours et de la protection civile
CP	Comité de pilotage
CPGU	Cellule de prévention et gestion des urgences
CRISP	Community Resilience to Climate and Disaster Risk Project (Projet de résilience de la communauté aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles, aux îles Salomon)
CTI	Cyclone tropical Ian
CUA	Commission de l'Union africaine
DaLA	Damage and Loss Assessment (Évaluation des dommages et des pertes)
DFID	Department for International Development (Ministère britannique pour le développement international)

Sigles et abréviations

DIMSUR	Disaster Mitigation and Sustainable Recovery Center (Centre technique pour la gestion des risques de catastrophes, la durabilité et la résilience urbaine en Afrique australe)
Dominode	Portail d'accès libre aux données de Dominique
DRFI	Disaster Risk Financing and Insurance (Financement et Assurance des Risques de catastrophes)
DVRP	Disaster Vulnerability Reduction Project (Projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles)
EAP	Région Asie de l'Est et Pacifique
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
GBM	Groupe de la Banque mondiale
GdB	Gouvernement du Belize / Gouvernement du Burundi
GdF	Gouvernement des Fidji
GdG	Gouvernement du Guyana
GdL	Gouvernement du Liberia
GdN	Gouvernement du Niger
GdS	Gouvernement des Seychelles
GEM	Global Earthquake Model (Modèle mondial d'évaluation des risques sismiques)
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement)
GFR	Grant Funding Request (Formulaire de demande de subventions)
GRC	Gestion des risques de catastrophes
HFA	Hyogo Framework for Action (Cadre d'action de Hyogo)
ICPAC	IGAD Climate Prediction and Applications Center (Centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD)
IDA	International Development Association (Association internationale de développement)
IFC	International Finance Corporation (Société financière internationale)
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
IOI	Îles de l'océan Indien
LCR	Région Amérique latine et Caraïbes
MCE	Multi-Criteria Evaluation (Évaluation multicritère)
MDF	Ministère des Finances
MENA	Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
MoSSaiC	Management of Slope Stability in Communities (Gestion de stabilité des talus dans les collectivités)
NCRIP (Belize)	National Climate Resilience Investment Plan (Plan national d'investissement pour la résilience au changement climatique (Belize))
NDMA	Agence nationale de gestion des catastrophes (Gambie)
NDRR	Natural Disaster Risk Reduction (Prévention des risques liés aux catastrophes naturelles) (Programme ACP-UE NDRR)
NEMA (Nigeria)	National Emergency Management Agency (Agence nationale pour la gestion des urgences du Nigeria)
NSC	National Stakeholder Consultation (Consultation des parties prenantes nationales)
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires

Sigles et abréviations

OECO	Organisation des États de la Caraïbe orientale
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
PACRIS	Pacific Catastrophe Risk Information System (Système d'information sur les risques du Pacifique)
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
PCRAFI	Pacific Catastrophe Risk Assessment and Financing Initiative (Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique)
PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
PIB	Produit intérieur brut
PIGCT	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres (Togo)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPCR	Pilot Programme for Climate Resilience (Programme pilote pour la résilience climatique)
PRC	Prévention des risques de catastrophes
QG	Quartier général
RBMS	Result-Based Monitoring System (Système de suivi axé sur les résultats)
RCMRD	Regional Center for Mapping of Resources for Development (Centre régional de cartographie des ressources pour le développement)
RHoK	Random Hacks of Kindness
S/E	Suivi-Évaluation
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SAP	Progiciel de gestion intégrée de systèmes, applications et produits
SDTF	Single Donor Trust Fund (Fonds fiduciaire à bailleur de fonds unique)
SIG	Système d'Information géographique
SPC-SOPAC	Secrétariat de la communauté du Pacifique - Division Géosciences et Technologies Appliquées
SPREP	Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement
SSDF	Saint Lucia Social Development Fund (Fonds de développement social de Saint-Lucie)
SVG	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
SWIO RAFI	Southwest Indian Ocean Risk Assessment and Financing Initiative (Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien)
TF	Trust Fund (Fonds fiduciaire)
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNISDR	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)
UR	Understanding Risk
UWI	University of the West Indies (Université des Indes occidentales)



Seychelles devient le premier pays africain à utiliser le crédit contingent pour les catastrophes

Le programme, baptisé le programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR), intervient dans les pays et régions vulnérables dans le but de réduire les incidences des catastrophes, quelle qu'en soit l'ampleur.

73

projets d'un montant
total de \$43 millions

Table des matières

Introduction p8

A propos du programme ACP-UE NDRR p10

Faits saillants p11

1 Vue d'ensemble des activités p15

1.1 Gouvernance du programme p16

1.2 Analyse du portefeuille opérationnel, Suivi & Evaluation p17

2 Progrès réalisés par région p19

2.1 Programme ACP-UE NDRR en Afrique p21

2.2 Programme ACP-UE NDRR aux Caraïbes p29

2.3 Programme ACP-UE NDRR dans le Pacifique p34

3 Interventions post-catastrophe p39

**4 Renforcement de la coordination régionale de
gestion des risques de catastrophes en Afrique** p46

5 Annexes

Annexe 1 Communication et visibilité p50

Annexe 2 Liste de projets p56

Introduction

Les catastrophes majeures font immédiatement la une de l'actualité. Pourtant, il n'est pas nécessaire qu'elles soient de grande envergure ou qu'elles entraînent des taux élevés de victimes, pour que ces catastrophes naturelles perturbent la vie des populations concernées, en détruisent les moyens de subsistance et nuisent à l'économie du pays.

aux Caraïbes, par exemple, les fortes précipitations qui se sont abattues lors des vacances de Noël de 2013 ont provoqué des inondations, des glissements de terrain et des dégâts considérables à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Pas plus d'un mois plus tard, le cyclone Ian a rasé des maisons, perturbé l'approvisionnement en eau et endommagé la quasi-totalité des lignes électriques au Tonga, dans le Pacifique. En 2015, l'éruption du volcan Pico do Fogo au Cap-Vert a endommagé un total de 260 maisons ainsi que des infrastructures publiques dont 5,7 km de routes et le centre des visiteurs du Parc Naturel Fogo.

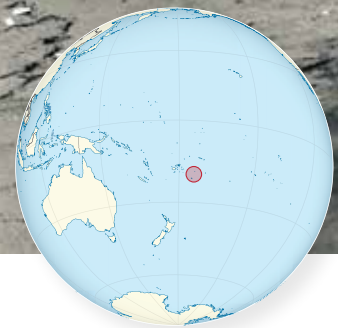
Ces événements n'ont pas tous attiré l'attention internationale mais cela n'empêche pas pour autant qu'à chaque fois, les communautés et les économies locales ont souffert et les coûts accumulés ont été écrasants. À cela s'ajoutent d'autres phénomènes, notamment de pauvreté chronique, de détérioration de l'environnement et d'urbanisation sauvage, qui ne font qu'accroître l'exposition et la vulnérabilité des régions et des pays. Le changement climatique menace d'aggraver ces risques, augmentant le risque de phénomènes météorologiques extrêmes et potentiellement poussant des millions de personnes dans la pauvreté.

La solution ne se résume pas seulement au renforcement des capacités à répondre à ce type de catastrophes. L'expérience montre qu'une démarche de prévention des catastrophes naturelles, d'atténuation de leurs effets et de préparation à leur survenue peut contribuer de beaucoup à en réduire les répercussions, quelle qu'en soit l'envergure. L'intégration de la gestion des risques de catastrophes dans le développement permet d'aller plus loin encore : les communautés se dotent ainsi de l'autonomie nécessaire pour se préparer à des événements catastrophiques et gérer les risques qu'ils présentent sur leurs conditions d'existence et leurs moyens de subsistance.

Le renforcement de cette résilience nécessite des efforts de planification, des ressources et une volonté de tirer des leçons de l'expérience acquise par d'autres. Pour répondre à ces enjeux, le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), l'Union européenne (UE) et la Banque mondiale ont élaboré un programme lancé en 2011 visant à prévenir les risques liés aux catastrophes naturelles en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique dans le cadre d'un fonds fiduciaire à bailleur unique géré par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR).

Le programme, baptisé le programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR), intervient dans les pays et régions vulnérables dans le but de réduire les incidences des catastrophes, quelle qu'en soit l'ampleur. Le programme soutient les gouvernements nationaux et les collectivités locales dans leurs efforts à intégrer la gestion des risques de catastrophes dans leurs politiques de développement, en collaboration étroite avec les communautés, la société civile et autres parties prenantes.

Le présent rapport d'activité résume les réalisations du programme ACP-UE NDRR accomplis au cours de la période de novembre 2013 jusqu'en juin 2015. Au terme de pratiquement quatre années de mise en œuvre, l'impact du programme se fait sentir dans plus d'une quarantaine de pays, tandis que les capacités au niveau des régions et des pays ne font que se renforcer. Les activités soutenues aujourd'hui posent les bases nécessaires pour bâtir des communautés résilientes face aux catastrophes de demain.



DE FORTES PLUIES ONT PROVOQUÉ DES INONDATIONS , DES GLISSEMENTS DE TERRAIN ET DES DÉGÂTS CONSIDÉRABLES À **SAINTE-LUCIE** ET **SAINT-VINCENT ET LES GRENADINES** .

DES PLUIES TORRENTIELLES ONT ENTRAÎNÉ DES INONDATIONS ET DES GLISSEMENTS DE TERRAIN AU **BURUNDI** , TUANT 69 PERSONNES ET CAUSANT DES DOMMAGES DE PLUS DE \$4 MILLIONS .

EN JANVIER 2014, LE CYCLONE IAN A NIVELÉ DES RESIDENCES, PERTURBÉ L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ENDOMMAGÉ LA QUASI-TOTALITÉ DES LIGNES ÉLECTRIQUES DANS LA NATION DU PACIFIQUE DES **TONGA** .

Photo – alinopaneevino/Thinkstock.com .
Globe – Tonga on the globe (Polynesia centered) : TUBS



À propos du programme ACP-UE NDRR

Pour soutenir les activités de prévention des risques de catastrophes dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), la Banque mondiale et l'Union européenne (UE) ont établi le programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR – du sigle en anglais de Natural Disaster Risk Reduction), fonds fiduciaire à bailleur unique de 54,5 millions d'euros, géré par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale.

€ **54.5**
millions d'euros,
géré par la GFDRR

Le programme a commencé en octobre 2011 avec pour objectif d'aborder les questions de prévention, d'atténuation et de préparation aux catastrophes naturelles dans les États ACP, en se concentrant sur quatre domaines prioritaires : (i) l'intégration de la prévention des risques de catastrophes ; (ii) l'identification et l'évaluation des risques ; (iii) les systèmes d'alerte précoce et la communication relative à la prévention des risques de catastrophes (PRC) ; et (iv) le transfert et l'intégration de la prévention des risques de catastrophes dans les efforts de relèvement.

Le programme ACP-UE NDRR se compose de trois grands volets :

Les projets régionaux (Volet 1) :

Renforcer la coopération régionale/sous-régionale pour faire progresser les programmes de prévention des risques de catastrophes des pays ACP.

Les projets nationaux (Volet 2) :

Apporter une assistance technique, en fonction des besoins et impulsée par la demande, pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de PRC et d'adaptation au climat, y compris le renforcement de capacités de conseil technique dans les pays ACP.

Des activités post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3) :

Établir un mécanisme accéléré soutenant les pays ACP à la suite d'une catastrophe, avec une assistance technique rapide pour reconstruire en mieux, renforcer les capacités ex-ante pour réaliser l'évaluation des besoins post-catastrophe et encourager l'intégration de la PRC dans la planification des efforts de relèvement.

Les résultats escomptés sont les suivants :

i • l'amélioration de la résilience des pays ACP aux répercussions des catastrophes naturelles ;

ii • un meilleur degré de préparation de la population dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles ; et

iii • la réduction du coût des interventions en cas de catastrophes naturelles.

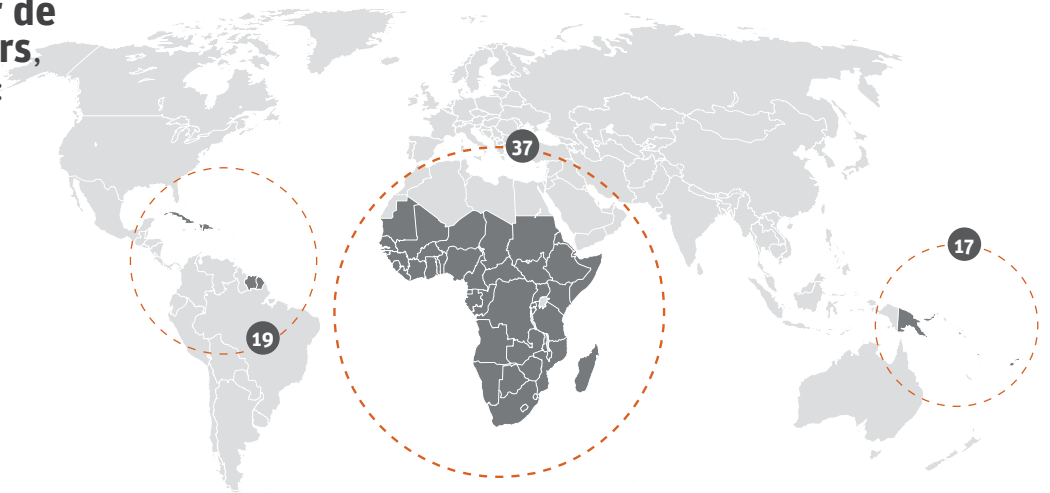
De plus amples informations sur le programme sont disponibles à l'adresse <http://www.drrinacp.org>.

En Août 2014, la Banque mondiale a signé avec l'UE **un engagement de 20 millions d'euros** (24 millions de dollars) pour la composante régionale (Volet 1) du Programme ACP-UE NDRR, **afin d'appuyer la capacité de coordination de gestion des risques de catastrophes (GRC) des Communautés économiques régionales africaines (CER)**. Cette contribution supplémentaire - connue sous le titre "Résultat 2", est l'une des cinq composantes du Programme ACP-UE «Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne», qui est mis en œuvre conjointement par des organisations partenaires, notamment la Banque Africaine de Développement (BAD), la Commission de l'Union Africaine (CUA), le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNISDR) et la Banque mondiale/GFDRR. Plus d'informations sont disponibles dans la Section 4.

Faits saillants

Au cours de la période visée par le rapport, le Programme ACP-UE NDRR a continué à intensifier le soutien apporté aux pays sujets aux catastrophes naturelles. Un total de 14,2 millions de dollars a été engagé pour 33 nouveaux projets, portant son portefeuille à **73 projets d'une valeur de 43 millions de dollars**, répartis comme suit :

\$14.2
millions de dollars
engagés pour
33
nouveaux projets



Afrique
37

Caraïbes
19

Pacifique
17

Projets régionaux
Volet 1
18

Projets nationaux
Volet 2
35

Activités post-catastrophe
et de renforcement des
capacités
Volet 3
20

En cours
40

Achevés
18

en cours de
préparation
15

A woman with dark hair tied in a bun, wearing a blue denim jacket over a black top and a long brown skirt, is holding a baby wrapped in a blue cloth. The baby is wearing a patterned onesie. They are inside a blue tent with white interior walls. Laundry is hanging on lines in the background. The text is overlaid on the upper right portion of the image.

Tonga est devenu le premier pays
à recevoir un paiement
de relèvement

\$1.27

million de dollars après le passage
du cyclone Ian dans le cadre du
projet pilote régional de mécanisme
d'assurance contre les risques de
catastrophes de la PCRAFI

✱ Parmi les exemples de réalisations dans les projets régionaux, on **compte deux versements de subvention de relèvement** dans le cadre du **projet pilote régional de mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophes de la PCRAFI² : 1,27 million de dollars à Tonga** en Janvier 2014 après le passage du cyclone Ian et **1,9 million de dollars au Vanuatu** en Mars 2015 suivant le cyclone tropical Pam. Le pilote est conçu pour permettre aux pays insulaires du Pacifique (PICS, à savoir, les Îles Marshall, Samoa, les îles Salomon, Vanuatu, les îles Cook et Tonga) d'utiliser l'assurance paramétrique comme un mécanisme pour injecter des liquidités immédiatement après un grand cyclone tropical, tremblement de terre ou tsunami.

✱ Au niveau national, le programme ACP-UE NDRR a aidé le Gouvernement du **Belize** à réunir des ONG et le secteur privé pour rédiger un plan national d'investissement pour la résilience au changement climatique afin de protéger les routes contre les inondations dans quatre régions du pays, en réduisant ainsi les pertes économiques subies tout en protégeant les communautés vulnérables. Aux **Seychelles**, l'évaluation des dommages et des pertes (DaLA) de février 2013 a posé les bases pour la création en septembre 2014 de la première ligne de crédit conditionnelle liée à une catastrophe en Afrique subsaharienne, financée par la Banque mondiale. Ce mécanisme de financement permet au gouvernement de disposer de liquidités à hauteur de 7 millions de

dollars immédiatement après une catastrophe de grande envergure. En s'aidant des résultats de l'évaluation, le Gouvernement des Seychelles a élaboré des initiatives de développement résilient aux catastrophes pour le court, moyen et long termes, qui bénéficieront à 87 000 personnes et permettront la remise en état et la protection contre les catastrophes de 500 km de routes. Au **Vanuatu**, le programme a appuyé le renforcement des capacités institutionnelles en pourvoyant à des postes clés au sein du département de météorologie et risques géologiques, et a permis d'améliorer la fonctionnalité du centre d'alerte précoce de tsunami par la fourniture de matériel technique.

✱ Le programme a financé huit évaluations post-catastrophe au **Burundi**, au **Cap Vert**, au **Malawi**, en **Mozambique**, à **Sainte-Lucie**, à **Saint-Vincent-et-les-Grenadines**, aux **îles Salomon** et au **Vanuatu**, et a apporté une assistance technique aux efforts de relèvement au **Tonga** (voir section 3). Ces projets ont permis de lever d'importants programmes d'investissement de la Banque mondiale aux efforts de relèvement, et notamment un financement conjoint de 84 millions de dollars de l'Association Internationale pour le développement (IDA) et de la Société financière internationale (IFC) suite au cyclone tropical Pam au Vanuatu ; un financement de 19 millions de dollars du volet de réponse aux crises de l'IDA pour soutenir les efforts de relèvement à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, et un projet de 80 millions de dollars de la Banque mondiale pour le relèvement d'urgence suite aux inondations au Malawi.

² Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique (Pacific Catastrophe Risk Assessment and Financing Initiative).

le Gouvernement des Seychelles a élaboré des initiatives de développement résilient aux catastrophes pour le court, moyen et long termes, qui bénéficieront à

87,000

personnes et permettront la remise en état et la protection contre les catastrophes de

500 km de routes

✱ Au total, **plus de 6 800 responsables gouvernementaux et partenaires locaux issus de plus d'une quarantaine de pays** ont bénéficié de formations sur différents thèmes de GRC, et notamment la prévention des risques de catastrophes, l'évaluation des risques, la collecte de données et les évaluations des besoins post-catastrophe. Le projet de prévention des risques de catastrophes à base communautaire mis en œuvre par Oxfam au **Niger a formé plus de 2 800 membres de la communauté** (dont un tiers de femmes) à la prévention des risques de catastrophes, y inclut la collecte et l'analyse des données d'alerte précoce. Plus d'une vingtaine de produits techniques ont été développés. Près de 35 pays bénéficient désormais de nouvelles plateformes de partage des données, telles que **Dominode**³.

✱ Un **deuxième appel à propositions** a été lancé en mars 2014. L'évaluation des propositions en lice a pris fin en décembre 2014, et le financement de six projets a été approuvé, à savoir au Burundi, en Éthiopie, au Mozambique, au Zimbabwe, en

République dominicaine et en Micronésie/Iles Marshall/Palaos.

✱ La visibilité du programme ACP-UE NDRR a été renforcée, et des mesures spécifiques ont été entreprises, notamment la restructuration du site Internet du programme et la diffusion de divers documents de sensibilisation (comme par exemple la brochure, les récits d'impact, le tournage de la vidéo du programme).

✱ Enfin, dans le cadre du programme ACP-UE **Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne**, le programme ACP-UE NDRR a bénéficié d'une contribution supplémentaire de 20 millions d'euros afin d'appuyer les communautés économiques régionales (CER) d'Afrique à renforcer leurs capacités pour la GRC et leur permettre de mieux soutenir leurs États membres respectifs à prendre des décisions éclairées pour accroître leur résilience aux catastrophes naturelles. Voir la section 4 pour de plus amples informations.

³ Dominode est la plateforme nationale de la Dominique pour le partage de données et la collaboration (<http://dominode.dm/>).

Au total, plus de

6 800

responsables gouvernementaux et partenaires locaux issus de plus d'une quarantaine de pays ont bénéficié de formations sur différents thèmes de GRC.



Vue d'ensemble des activités

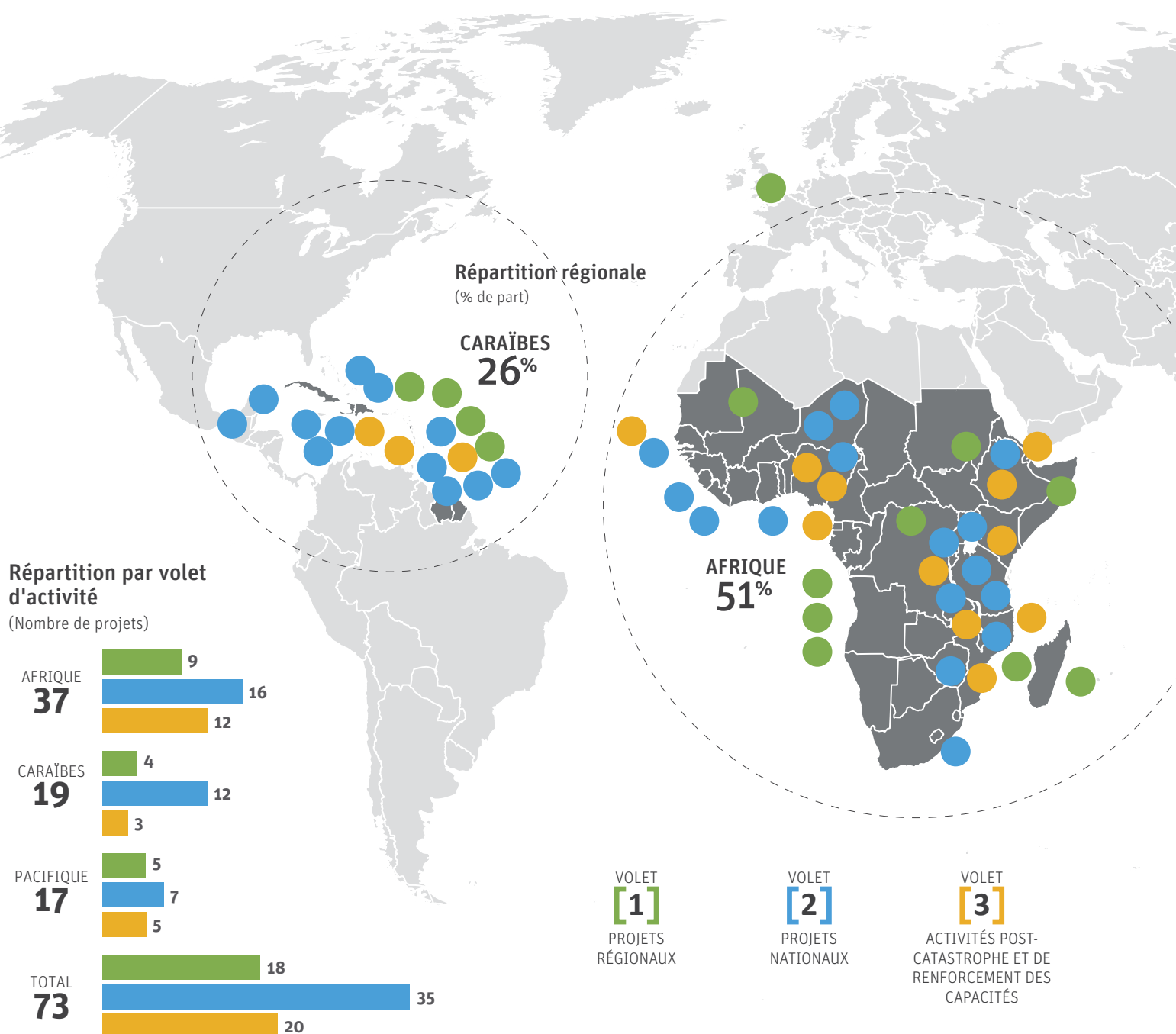
Entre novembre 2013 et juin 2015

1.1 Gouvernance du programme

Équipe du programme : Une équipe dédiée à Bruxelles assure la coordination de la mise en œuvre du programme au jour le jour avec l'UE, le Secrétariat ACP et d'autres partenaires. L'équipe travaille en étroite collaboration avec les équipes régionales de GRC de la Banque mondiale responsables pour l'Afrique⁴, les Caraïbes et le Pacifique.

⁴ On entend par *Afrique* l'Afrique subsaharienne.

Comité de pilotage (CP) : Un CP, comprenant des représentants du Secrétariat ACP, de l'Union européenne, et de la Banque mondiale se réunit deux fois par an pour faire le point sur les progrès réalisés, fournir des avis et des conseils et remédier aux problèmes survenus au niveau du programme. Les réunions sont présidées par le Secrétariat ACP et fournissent l'occasion de présenter l'ensemble du portefeuille, l'aperçu financier, et le statut du cadre de suivi.



1.2 Analyse du portefeuille opérationnel, suivi et évaluation

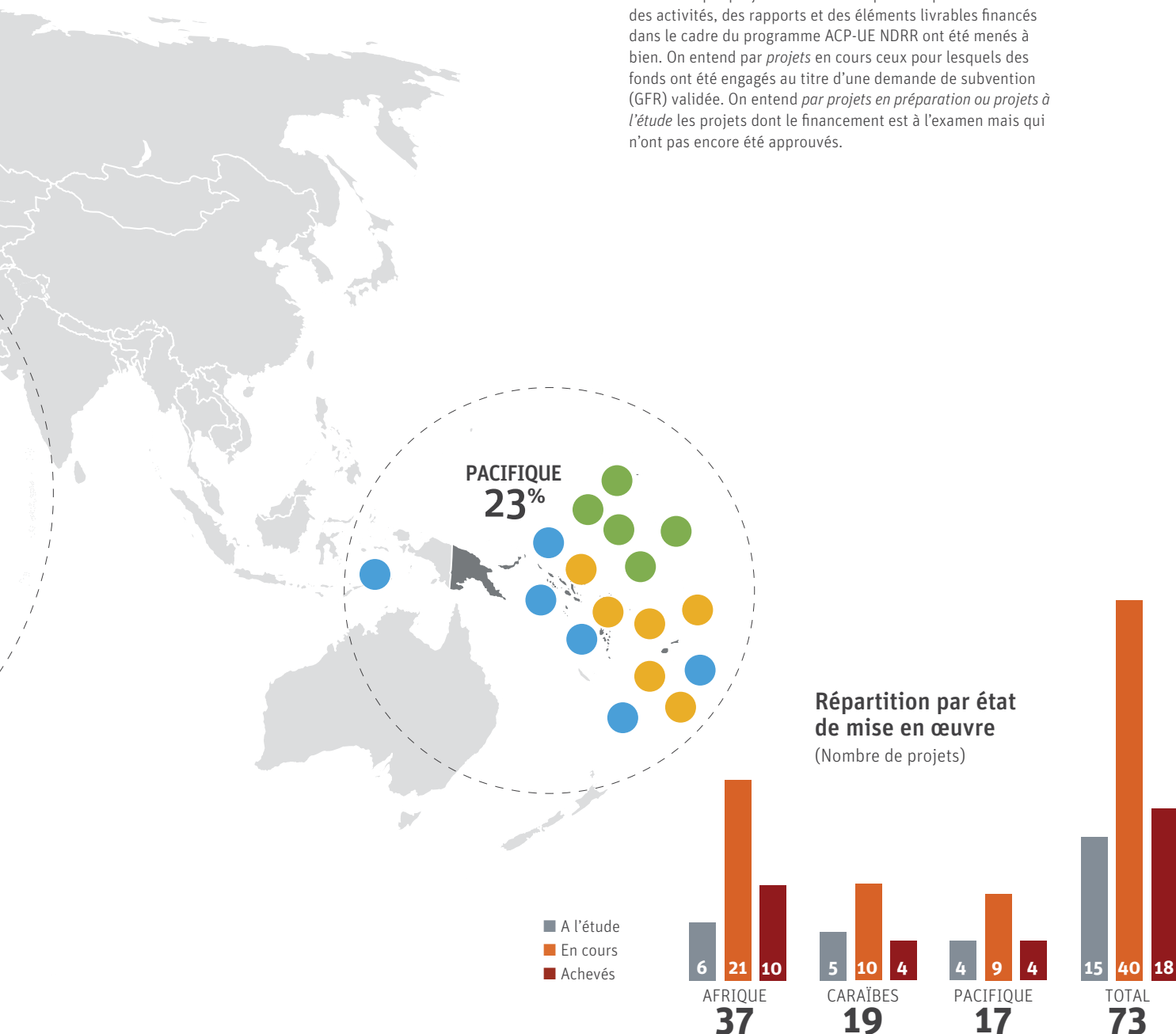
En date du 30 juin 2015, le programme compte un **portefeuille de 73 projets**, dont **18 sont achevés**, **40 sont en cours** et **15 en cours de préparation**.⁵ Plus de **40 pays ont bénéficié d'un appui direct du programme**, tandis que grâce aux projets régionaux, on estime que l'ensemble des pays ACP bénéficient d'une manière ou d'une autre des activités du programme.

Pendant la période visée par le présent rapport, un total de **14,2 millions de dollars** a été engagé pour **33 nouveaux projets**.

Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu de la répartition du portefeuille par volet, catégorie d'activité, nombre de projets, et répartition géographique. La liste complète des projets, à leurs différents stades de mise en œuvre, figure à l'annexe 2.

Cadre de suivi et évaluation: Une méthodologie a été mise au point pour suivre les progrès de la mise en œuvre du programme. Celle-ci évalue la contribution respective de chaque projet aux objectifs du programme et en présente l'état de mise en œuvre.

⁵ On entend par projets achevés ceux pour lesquels l'ensemble des activités, des rapports et des éléments livrables financés dans le cadre du programme ACP-UE NDRR ont été menés à bien. On entend par *projets en cours* ceux pour lesquels des fonds ont été engagés au titre d'une demande de subvention (GFR) validée. On entend par *projets en préparation ou projets à l'étude* les projets dont le financement est à l'examen mais qui n'ont pas encore été approuvés.







2

Antananarivo, Madagascar. Crédit photo : dennisvdw | Thinkstock.com

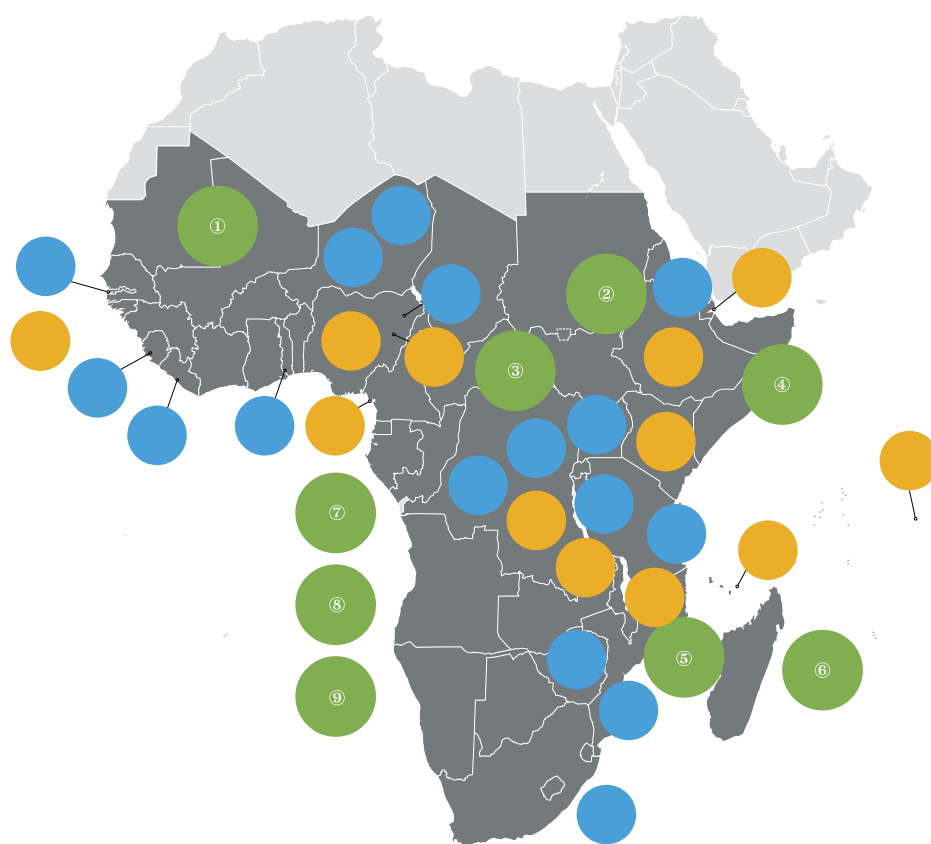
Progrès réalisés par région

Portefeuille opérationnel - AFRIQUE

Nombre de projets au mardi 30 juin 2015

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Total
ACHEVÉS	2	–	8	10
EN COURS	7	10	4	21
À L'ÉTUDE	–	6	–	6
TOTAL	9	16	12	37

Le programme en Afrique 37 Projets



VOLET 1

PROJETS RÉGIONAUX ET SOUS-RÉGIONAUX

SAHEL^① – IGAD^② – CEEAC^③ – RCMRD^④ – DIMSUR^⑤ – OIC^⑥ FORUM COMPRENDRE LES RISQUES 2012 (LE CAP, AFRIQUE DU SUD)^⑦ – 5^{ÈME} FORUM RÉGIONAL AFRICAIN POUR LA PRC 2014 (ABUJA, NIGÉRIA) 2014 (ABUJA, NIGÉRIA)^⑧ – CER AFRICAINES^⑨

VOLET 2

PROJETS NATIONAUX

BURUNDI – ETHIOPIE – GAMBIE – LESOTHO – LIBERIA – MOZAMBIQUE – NIGER – NIGERIA – OUGANDA – RWANDA – SIERRA LEONE – TANZANIE – TOGO – ZIMBABWE

VOLET 3

ACTIVITÉS POST-CATASTROPHE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

BURUNDI – CAP VERT – CAMEROUN – DJIBOUTI – ETHIOPIE – KENYA – MALAWI – MOZAMBIQUE – NIGERIA – SEYCHELLES

① Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad

② Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud

③ Angola, Burundi, Cameroun, Rép. Centrafricaine, République du Congo, RD Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé & Principe, Tchad

④ Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud

⑤ Comores, Madagascar, Malawi, Mozambique

⑥ Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Zanzibar (Tanzanie)

2.1 Le programme ACP-UE NDRR en Afrique

Au 30 juin 2015, la région Afrique représente la moitié des projets dans le programme ACP-UE NDRR, tant par le nombre qu'en termes de fonds engagés. Le portefeuille opérationnel pour l'Afrique se compose de 37 projets (51 % du total), avec 19,7 millions de dollars affectés à des activités nationales, régionales, post-catastrophe et de renforcement des capacités (soit 46 % du total des fonds du programme). Parmi ceux-ci, 10 sont achevés, 21 sont en cours de réalisation et six sont à l'étude. La liste complète des projets avec leur état de mise en œuvre figure à l'annexe 2.

Au cours de la période visée par le rapport, le programme a apporté un soutien actif aux pays africains et aux commissions économiques régionales (CER) dans un large éventail de domaines de gestion des risques de catastrophes naturelles, et notamment :

- * Intégration de la GRC
(Projet DIMSUR, Gambie, Liberia, Niger, Sahel, Sierra Leone, Togo, Mozambique, Zimbabwe) ;
- * Évaluation des risques
(Éthiopie, Rwanda, Sierra Leone) ;
- * Développement d'outils de risque
(Corne de l'Afrique, Liberia, Lesotho, Togo, RCMRD⁶) ;
- * Résilience à base communautaire
(Liberia, Niger, Sierra Leone, Tanzanie, Togo) ;
- * Renforcement des capacités de PRC des CER
(CEEAC, IGAD) ;
- * Systèmes de préparation aux catastrophes et d'alerte précoce
(Burundi, Lesotho, Sierra Leone, Togo) ;
- * Financement du risque
(îles de l'océan Indien) ;
- * Évaluations post-catastrophe et planification des efforts de relèvement
(Burundi, Cap Vert, Malawi et Mozambique).

Les sections ci-dessous décrivent l'état d'avancement de projets sélectionnés, pour la période en revue.

Volet 1 : Projets régionaux

Afrique centrale

Le projet **Élaboration de mesures de prévention des risques, de préparation aux catastrophes et d'intervention en Afrique centrale**, mis en œuvre avec la **Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)**, a démarré au début de 2015. Ce projet contribue à la mise en œuvre de l'intégration régionale par la CEEAC de la PRC en faveur d'un relèvement durable en Afrique centrale. Des cadres principaux sont en train de recevoir une formation pour être mieux aptes à comprendre et à évaluer les aléas et les vulnérabilités présents au niveau régional, et à améliorer la préparation et la réponse aux catastrophes. Le projet s'appuie sur le soutien passé et présent que d'autres partenaires de développement ont apporté à la CEEAC, tels que la Commission européenne, le PNUD et l'UNISDR. Il contribue en outre au programme du ACP-UE du 10e FED, intitulé **Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne**.

Afrique de l'est

Dans le cadre d'une subvention du programme, la Banque mondiale travaille en étroite collaboration avec l'**Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)** en vue de fournir des conseils de haut niveau en termes de politiques publiques et techniques, tout en donnant son appui à la planification, au développement et à la mise en œuvre du programme d'investissement dans la PRC de l'IGAD. Plusieurs activités sont en cours, notamment l'élaboration d'un cadre de GRC et de la base institutionnelle, l'élaboration d'un mécanisme régional d'interventions en cas de catastrophe, le renforcement et l'harmonisation des capacités de préparation aux catastrophes et d'intervention intégrées aux mécanismes régionaux d'alerte précoce et de financement en cas de catastrophe, l'institutionnalisation d'une plateforme régionale pour la gestion des catastrophes et des risques climatiques (y compris la sécurité alimentaire), et l'élaboration et renforcement des structures officielles de l'IGAD pour la gestion des catastrophes. Cette subvention a également appuyé plusieurs réunions régionales de l'IGAD destinées à l'ensemble des États membres, se concentrant sur la sensibilisation à la GRC et à l'ACC et à la résilience aux sécheresses.

⁶ RCMRD : Regional Center for Mapping of Resources for Development (Centre régional de cartographie des ressources pour le développement)



Aperçu des activités entreprises en Afrique

Les activités d'intégration de GRC progressent de façon satisfaisante aux niveaux national, provincial, des districts et communautaire dans différents secteurs, et notamment ceux des transports, de l'aménagement du territoire / de la planification de l'occupation des sols, et de l'environnement (aménagement des zones côtières de faible altitude).

Des plateformes régionales et nationales d'outils de risque ou de données sont en cours de construction ou de consolidation. Un soutien est accordé à **l'intégration de systèmes d'informations sur les risques** au niveau national ou local.

Depuis le lancement du programme, dix pays africains ont bénéficié de toute une série de **formations nationales aux évaluations des besoins post-catastrophe et/ou à la méthodologie d'évaluation des dommages et des pertes**. La plupart d'entre elles ont eu lieu pendant les évaluations post-catastrophe réalisées sur place dans les pays.

Les recommandations de plusieurs rapports d'évaluation post-catastrophe **ont contribué à l'obtention de financement d'investissements importants** de diverses sources.

Plusieurs projets sont mis en œuvre par, ou conjointement avec, des partenaires comme Oxfam, le PNUD, le PAM, et les gouvernements bénéficiaires.

Corne de l'Afrique

Le projet de **Renforcement de la résilience par le partage des données pour reconstruire la région** renforce quant à lui la gestion du changement climatique et des risques de catastrophes naturelles dans la Corne de l'Afrique en fournissant un accès ouvert aux informations relatives aux catastrophes, étayé d'une formation à l'utilisation de ces données. Une plate-forme de données régionale a été mise au point en 2013 et elle est disponible sur Internet à <http://horn.rcmr.org/>. Plusieurs experts ont utilisé la plate-forme de données ouvertes pour leurs projets. Par ailleurs, une formation technique aux technologies géospatiales et au partage de données pour la PRC a donné un aperçu général de l'utilisation d'informations spatiales dans les domaines de la gestion pré-catastrophe, pendant la catastrophe et post catastrophes, comme des systèmes d'alerte précoce, d'évaluations des dangers, des aléas, de la vulnérabilité et des dégâts. Cette formation a été dispensée à une trentaine de participants d'États membres⁷ du Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD) travaillant dans des instances nationales de gestion des risques de catastrophes naturelles. Le projet, qui prendra fin en 2015, a joué un rôle crucial à étayer les travaux innovants en matière de GRC dans la Corne de l'Afrique.

Sahel

Dans le cadre du projet **Soutien de résilience et d'interventions en cas de catastrophes nationales**

et régionales, un atelier a été organisé en septembre 2014 à Niamey, au Niger, avec des représentants des services hydrométéorologiques, de la sécurité alimentaire et de GRC, venus du Burkina Faso, du Mali, de Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Tchad. L'atelier a révisé le diagnostic institutionnel afin de refléter le rôle que remplissent les organisations régionales⁸ en matière de gestion des risques de catastrophes au Sahel. Il a également précisé le soutien demandé par les pays et a élaboré un nouveau cadre de collaboration institutionnel entre les six pays et les organisations régionales. Il a proposé une feuille de route pour l'élaboration d'un système de partage de données et de collaboration et enfin il a initié une analyse des avantages pour les usagers finaux en adoptant une approche ventilée par sexe.

Afrique australe

Le **Centre technique pour la gestion des risques de catastrophes, la durabilité et la résilience urbaine en Afrique australe (DIMSUR)**, géré par ONU-HABITAT avec l'appui du programme, consolide la coopération entre les pays, le partage des connaissances, l'assistance technique et le renforcement des capacités, en particulier dans le but d'accroître la résilience urbaine. Au cours de la période concernée, des progrès notables ont été réalisés en termes d'entrée en activité du Centre, y compris:

- ✱ La première réunion du Conseil exécutif de DIMSUR qui s'est tenue à Abuja, au Nigeria, en mai 2014.

⁷ Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda et Somalie.

⁸ ACMAD, AGRHYMET, CILSS, OSS.

- ✱ La signature du protocole d'entente et de la charte de DIMSUR par les quatre pays membres fondateurs, à savoir Madagascar, le Malawi, le Mozambique et l'Union des Comores, qui marque l'établissement juridique de DIMSUR en décembre 2014.
- ✱ Des formations pilotes au Mozambique et au Malawi en matière de cartographie participative des risques et de sécurité alimentaire en milieu urbain. Les projets pilotes contribuent à la préparation des outils de formation à la réduction des risques urbains et à la résilience qui seront testés dans au moins 5 villes des quatre pays membres de mai à décembre 2015.
- ✱ Le soutien apporté à la mise en œuvre du cadre institutionnel de la NDMA et à des exercices de simulation basés sur les cinq aléas relevés dans le plan national d'urgence.

Lesotho

Le projet **Analyses des risques du changement climatique et gestion de l'information des systèmes d'alerte précoce** appuie deux activités majeures: l'élaboration de systèmes d'information et d'alerte précoce, mis en œuvre par le Programme alimentaire mondial (PAM) d'une part, et d'autre part l'analyse des changements climatique et des incidences sur l'eau, mis en œuvre par la Banque mondiale en collaboration avec l'Institut de l'Environnement de Stockholm. Une réunion préparatoire de ce dernier projet a eu lieu à Maseru en novembre 2014, suivie d'une série d'initiatives de participations et de renforcement des capacités des parties prenantes en février et en mai 2015, en vue de mettre le scénario sur pied. Cette analyse servira de document d'orientation à plusieurs projets de développement du secteur de l'eau.

Le projet d'élaboration d'un système d'alerte précoce a démarré par une réunion préparatoire en avril 2014. Une évaluation de référence des aléas a été achevée en novembre 2014. Ces activités s'inscrivent dans un portefeuille de projets en cours financés par la Banque mondiale, et notamment le Programme du barrage et d'approvisionnement en eau de Metolong qui fait partie d'une initiative multibailleurs de 400 millions de dollars, impliquant plusieurs partenaires de cofinancement tels que la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Banque européenne d'investissement ou le Fonds de l'organisation des pays exportateurs de pétrole.

Sud-ouest de l'océan Indien

L'**Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien**, lancée en avril 2014 pour aider les pays de l'océan Indien à mieux gérer les coûts budgétaires des catastrophes et à remédier à la grande vulnérabilité de la région vis-à-vis de pertes provenant de cyclones, d'inondations, de tremblements de terre et de tsunamis. Voir la section « Zoom sur le projet » ci-dessous pour de plus amples informations.

Volet 2 : Projets nationaux

Gambie

Dans le cadre du **Projet national d'évaluation des risques de catastrophes et de renforcement de l'Agence nationale de gestion des catastrophes (NDMA)** - mis en œuvre conjointement avec cette dernière, un mode opératoire normalisé pour la gestion des risques de catastrophes a été élaboré, comprenant des éléments de préparation, de prévention, d'intervention, de relèvement et de réhabilitation. Plusieurs autres activités ont été achevées ou sont bien avancées, notamment :

- ✱ La compilation réussie de l'inventaire des études existantes, des données, des capacités nationales et des pratiques nationales en matière de PRC ;
- ✱ La délimitation de toutes les zones du pays sujettes à des aléas naturels, et leur exposition aux éléments à risque ;
- ✱ L'élaboration d'un service de carte sur internet, pour permettre à l'équipe de planification et d'interventions en cas de catastrophe de la NDMA d'y saisir des informations critiques en temps opportun ; et

Togo

900

bénévoles formés à la collecte de données hydro-météorologiques dans des zones reculées

Ces activités fournissent les outils de planification stratégique pour plusieurs investissements potentiels de la Banque mondiale qui sont à l'étude.

Liberia

Le **Projet de renforcement de la GRC**, mis en œuvre conjointement par le PAM et la Banque mondiale, a bien avancé pour l'appui au Gouvernement du Liberia dans la rédaction d'une politique de GRC et de la loi prévoyant la création d'une Agence nationale de gestion des catastrophes. Le projet a toutefois été suspendu temporairement (de mars à décembre 2014) lorsque le gouvernement libérien a déclaré l'état d'urgence nationale pour lutter contre l'épidémie d'Ebola. Les activités portant sur l'élaboration d'une stratégie de financement des risques et de renforcement des pratiques traditionnelles de micro-assurance au sein des communautés n'ont pas encore commencé. Les équipes de projet sont en train de travailler avec le gouvernement pour décider des activités à réactiver.

Niger

Le **projet de prévention des risques de catastrophes à base communautaire**, mis en œuvre par Oxfam, a enregistré des progrès importants en vue d'atteindre son objectif de renforcer les capacités des communautés bénéficiaires pour leur permettre de se préparer et de répondre aux aléas météorologiques. Le projet offre une formation à la prévention des risques de catastrophes et intègre des interventions d'adaptation climatique afin d'améliorer et de protéger les moyens de subsistance. Au cours de la période visée par le rapport, le projet a procédé aux mesures suivantes :

- ✱ La réactivation de **13 unités communautaires de systèmes d'alerte précoce et d'interventions d'urgence** (s'ajoutant aux dix réactivées au cours de la période précédente), ainsi que de **46 observatoires municipaux de surveillance en matière de vulnérabilité** qui aident les communautés et les collectivités locales à mieux comprendre la disponibilité des denrées de base et des fluctuations des prix alimentaires ;
- ✱ **La formation ciblée à plus de 2 800 membres de la communauté**, dont un tiers étaient des femmes, afin de renforcer leurs capacités dans les domaines de la prévention des risques liés aux catastrophes et d'interventions d'urgence ;
- ✱ **74 % des communautés** ont transmis tous les mois au niveau sous-régional une évaluation de vulnérabilité à base communautaire, par rapport à la base de référence de 17 % en début de projet.
- ✱ **La formation de 14 comités régionaux** chargés de la coordination des parties prenantes et de la gestion de la crise alimentaire au niveau des départements ;
- ✱ **Le renforcement de 5 comités sous-régionaux pour la prévention et la gestion des catastrophes**, quatre d'entre eux se réunissant régulièrement alors que seulement deux se réunissaient au début du projet d'après la base de référence. Une base de données de contrôle de la vulnérabilité a été établie dans chacun de ces comités ;
- ✱ **L'assistance à 4 800 foyers par le soutien à la mise en œuvre de 23 micro-projets communautaires** visant à réduire les risques de catastrophes naturelles et à favoriser l'adaptation au changement climatique ;
- ✱ **L'intégration de la PRC/l'ACC dans les plans de développement** au sein de six municipalités.

Le Niger a réactivé

13

unités communautaires de systèmes d'alerte précoce et d'interventions d'urgence

Le **projet d'assistance technique pour des systèmes d'alerte précoce multi-aléas, axés sur les aléas à déclenchement rapide** a été approuvé, en vue de soutenir le plan d'action du Gouvernement du Niger pour des systèmes de gestion de l'information et d'alerte précoce en adoptant une approche multi-aléas. Il englobe plusieurs activités techniques jugées prioritaires, alors que les investissements et les développements de capacités ultérieurs seront exécutés par le biais du projet de gestion des risques de catastrophes et du développement urbain en cours d'élaboration qui dispose d'un financement de 100 millions de dollars de la Banque mondiale et de 6,6 millions de dollars du Fonds pour les pays les moins avancés de la Facilité mondiale pour

l'environnement. Ces activités complètent diverses initiatives en cours, notamment le projet mentionné ci-dessus de prévention des risques de catastrophes à base communautaire et le projet de résilience et d'interventions en cas de catastrophe nationales et régionales pour le Sahel.

Rwanda

Le **projet d'établissement de profils complets de risques de catastrophes** pour améliorer la gestion des catastrophes a accompli des progrès considérables en vue d'achever des activités techniques clés. Des ateliers de formation ont permis à de hauts fonctionnaires des ministères et des organismes d'exécution clés impliqués dans la GRC d'acquérir les outils méthodologiques et techniques nécessaires pour faire avancer la réalisation d'évaluations des risques de catastrophes pour les principaux aléas naturels identifiés, en étroite collaboration avec le ministère de la Gestion des catastrophes et des questions relatives aux réfugiés (MDMRA), et le personnel technique de partenaires de développement, d'établissements universitaires régionaux et nationaux, et des ONG concernées œuvrant au Rwanda. L'une des grandes contributions du projet a été de favoriser le dialogue autour des politiques publiques entre les principales parties prenantes au sein du Gouvernement et en-dehors, quant à la nécessité de développer les capacités du pays en termes d'évaluation des risques de catastrophes naturelles au Rwanda. Le projet sollicite aussi la participation de partenaires régionaux dans le cadre d'une stratégie de coopération sud-sud et d'un mécanisme pour la coopération régionale, afin d'aider à combler les lacunes de savoir et de capacité. Cela passe notamment par la collaboration avec des instances régionales comme l'Observatoire volcanique de Goma basé en République démocratique du Congo, et le Centre régional de cartographie des ressources pour le développement qui, lui, est basé au Kenya.

Sierra Leone

Dans le cadre du **projet de soutien à la GRC à base communautaire** qui renforce les capacités de coordination au niveau national dans les domaines de la PRC, de la préparation aux catastrophes et des interventions d'urgence, **50 experts techniques nationaux issus de tous les ministères sectoriels ont reçu une formation** au cadre conceptuel de l'Évaluation des dommages et des pertes (DaLa). Cela impliquait l'application pratique d'outils pour l'évaluation des dommages et des pertes, permettant ainsi au pays d'établir un corps de professionnels de

Sierra Leone

50

experts techniques nationaux issus de tous les ministères sectoriels ont reçu une formation au cadre conceptuel de l'Évaluation des dommages et des pertes (DaLa).

la gestion des catastrophes naturelles. Un **groupe de travail multisectoriel** (GTM) a également été créé afin d'élaborer un cadre pour la mise en place de la plate-forme de la Sierra Leone concernant la PRC. Cela permettra de veiller à adopter une approche intégrée destinée à optimiser les capacités existantes au sein des instances nationales pour assurer des programmes de PRC et de GRC qui soient efficaces à tous les niveaux. Un mandat a été établi pour ce GTM qui se réunit tous les mois. Pour finir, des institutions de parties prenantes clés ont identifiées et sollicitées, ce qui a abouti à l'élaboration du projet zéro du document de la plate-forme, qui est actuellement à l'étude. Le projet a été suspendu en raison de l'épidémie d'Ebola qui s'est abattue en 2014 sur la Sierra Leone. Les activités ont repris au début de 2015, avec les préparations pour une évaluation des risques de vulnérabilité pour six villes (y compris Freetown) ainsi que des programmes pilotes et des efforts de renforcement des capacités pour la gestion des risques de catastrophe à base communautaire seront entrepris.

Tanzanie

La mise en œuvre du **projet de renforcement de la capacité communautaire pour les interventions de PRC dans les régions sujettes à la sécheresse à travers les enfants** a été quelque peu retardé au cours de la période visée par le rapport. Cela n'a cependant pas empêché de faire progresser les activités liées aux composants de préparation aux catastrophes à base communautaire, notamment en ce qui concerne le travail avec les collectivités locales, les femmes et les groupes de jeunes pour prodiguer des informations concernant la sécurité alimentaire et l'évaluation des risques de

sécheresse. Par ailleurs, 195 jeunes représentant les communautés bénéficiaires ont été formés à la PRC.

Le **projet de renforcement de la résilience au changement climatique dans le secteur de l'eau** a débuté en mai 2014, dans le but de réduire la vulnérabilité des communautés rurales et urbaines à des aléas hydrométéorologiques. Les marchés des actions de cartographie communautaire ont été conclus en novembre 2014. Un atelier de coup d'envoi pour les parties prenantes, ainsi que les travaux de cartographie communautaire et de travail de référence pour les risques d'inondation urbaine et les points d'eau, devraient se dérouler en 2015.

Togo

Le **Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres (PIGCT)**, mis en œuvre par le ministère togolais de l'environnement et des ressources forestières, renforce les capacités institutionnelles et sensibilise à la gestion des risques d'inondation et à la dégradation des terres dans des zones rurales et urbaines ciblées. Il élargit également les pratiques de gestion durable des terres dans des paysages ciblés et des zones vulnérables aux aléas climatiques. Parmi les réalisations de la première phase du projet, on relève :

- * Une réduction marquée des crues dans les villages le long du canal de 5 kilomètres de long qui relie le lac Boko au lac Zowla, grâce à des efforts communautaires de nettoyage. Cela a permis à des populations de retourner dans leurs foyers, abandonnés il y a 10 à 15 ans de cela, et de reprendre leurs activités de pêche ;
- * La remise en état d'une rigole de 600 mètres de long dans la ville de Tchamba pour réduire les risques d'inondation. Celle-ci a inclus l'acquisition de matériel de nettoyage de rigole qui en permettra l'entretien ;
- * La mise en place de matériel d'hydrologie et de météorologie pour le système d'alerte précoce des crues pour la région maritime ;
- * Le soutien aux bénévoles de la Croix-Rouge togolaise pour relever les données hydrométéorologiques ;
- * La mise à jour de la cartographie pour l'agglomération de Lomé afin de planifier les investissements pour la prévention des risques d'inondations.
- * La formation de 900 bénévoles de la Croix-Rouge à la collecte de données hydrométéorologiques

dans des zones reculées, qui constitue un élément important de l'élaboration d'un système national d'alerte précoce en cas d'inondations.

D'autres activités sont toujours en cours, y compris la préparation de 23 sous-projets au niveau communautaire (ayant principalement trait à la prévention des risques d'inondation) et la formation de 1000 autres acteurs au sein des structures techniques des ministères sectoriels, qui seront également élargies à la société civile impliquée dans la prévention des risques de catastrophes et la gestion durable des terres.

Volet 3 : Projets post-catastrophes, de renforcement des capacités et de relèvement

Seychelles

Les conclusions de l'évaluation des dommages et des pertes (DaLA) de février 2013 appuyée par le programme a jeté les bases pour la création en septembre 2014 de la toute première ligne de crédit pour imprévus d'Afrique subsaharienne à avoir jamais été financée par la Banque mondiale : une option de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes⁹. Cette ligne de crédit met à la disposition immédiate du gouvernement 7 millions de dollars en liquidités à la suite d'une catastrophe naturelle de grande envergure, moment au cours duquel les contraintes de liquidité sont généralement les plus aigües. En s'appuyant sur les recommandations de l'évaluation, le Gouvernement des Seychelles a mis en œuvre des initiatives de développement résilientes face aux catastrophes à court, moyen et long termes afin de mieux faire face aux catastrophes. Ces mesures bénéficieront à 87 000 personnes et permettront notamment la remise en état et la protection contre les catastrophes de 500 km de routes.

Le programme a également financé **quatre évaluations des dommages et des pertes** suite aux inondations et aux glissements de terrain provoqués par des pluies torrentielles au Burundi (février 2014), au Malawi et au Mozambique (janvier 2015) ainsi qu'après l'éruption volcanique au Cap Vert (mars 2015). Pour en savoir plus, se reporter à la Section 3 ci-dessous.

⁹ Catastrophe Deferred Drawdown Option (Cat DDO).



Port Louis, Maurice. Crédit photo : jbkrcmar | Thinkstock.com

ZOOM SUR LE PROJET

L'INITIATIVE D'ÉVALUATION ET DE FINANCEMENT DES RISQUES DANS LE SUD-OUEST DE L'OCÉAN INDIEN

Les îles de l'océan Indien (IOI) sont fortement exposées aux aléas naturels et aux effets néfastes du changement climatique. La région dans son ensemble est principalement frappée par les cyclones et les inondations, quoique certains pays soient affectés aussi par d'autres aléas, comme des éruptions volcaniques. Bien que la région soit moins exposée aux tremblements de terre, le péril secondaire de tsunami est présent, comme en témoigne la catastrophe qui s'est abattue dans l'océan Indien en 2004. La variabilité croissante du climat liée au changement climatique contribue à des phénomènes météorologiques extrêmes accentués, principalement en termes de précipitations et de températures, qui à leur tour augmentent la prévalence des inondations et des sécheresses. Le changement climatique risque également d'augmenter les précipitations et les ondes de tempête dues aux cyclones tropicaux tout en détournant leur trajectoire plus au sud, ce qui accroît l'exposition de certaines IOI tout en réduisant celle de certaines autres.

En septembre 2012, la Commission de l'océan Indien (COI) a identifié la gestion des risques de catastrophes (GRC) comme constituant un domaine prioritaire et a demandé le soutien de la Banque mondiale pour promouvoir une initiative régionale de GRC à court terme. L'objectif de développement du projet, à savoir l'Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI), financée par le programme ACP-UE NDRR, est d'améliorer la compréhension des risques de catastrophes et les solutions de financement des risques de cinq États des IOI, à savoir les Comores, Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles et Zanzibar (île semi-autonome de Tanzanie), en vue de renforcer leurs capacités à répondre aux besoins de financement post-catastrophe sans compromettre leur équilibre budgétaire ni leurs objectifs de développement.

Le projet a été lancé officiellement lors de la 5e Réunion de la plate-forme régionale pour les mécanismes de transfert des risques, organisée par la COI, le 29 avril 2014 à l'île Maurice. Il présente deux axes de travail parallèles. La première phase consiste à collecter, compiler et partager des données essentielles sur les informations relatives à l'exposition et aux aléas existants pour les cinq États des IOI. Cette démarche nécessite de mettre à jour les données existantes, de les améliorer en vue de les utiliser pour la modélisation des risques (par ex. numérisation/nettoyage des données existantes), et de lancer des campagnes de

«crowdsourcing» en vue de recueillir de nouvelles données sur l'exposition en fonction des besoins. Ces données seront ensuite rendues disponibles au moyen d'une plate-forme régionale de partage des données qui sera créée, chaque pays recevant la formation nécessaire à cet égard. Ces données permettront d'élaborer une nouvelle analyse des aléas, des modèles d'exposition et des évaluations/ profils de pertes liées aux catastrophes spécifiques à chaque pays. Ces profils seront utilisés en conjonction avec les examens des dispositions budgétaires existantes afin d'évaluer les lacunes budgétaires qui existent en matière de financement des risques. En s'appuyant sur ces informations, les options régionales et nationales de financement des risques de catastrophes seront évaluées et des stratégies nationales préliminaires de financement des risques de catastrophes seront développées. Le renforcement des capacités institutionnelles formera un élément essentiel de tous ces efforts. Lors de la seconde phase, les stratégies préliminaires de financement des risques de catastrophes retenues par les IOI seront développées plus amplement pour devenir des stratégies nationales de financement des risques de catastrophes et rendues opérationnelles par un soutien d'assistance technique. Cette phase pourrait également envisager la réutilisation des informations sur les aléas, l'exposition et les risques produites au cours de la première phase pour d'autres applications de GRC, comme la préparation aux catastrophes et la priorisation des investissements de prévention des risques.

L'initiative SWIO RAFI bénéficie d'une plate-forme de collaboration élargie de partenaires au développement. Les activités de collecte et de gestion des données s'appuieront et s'aligneront sur les travaux en cours de la SIPC de collecte de données et de création de bases de données historiques des pertes et dommages subis dans le pays. Sous l'égide de la COI et de sa plate-forme régionale pour l'Initiative des mécanismes de financement des risques de catastrophes, ce projet collabore étroitement avec le projet ISLANDS financé par l'Union européenne, et le projet du SIPC sur les mécanismes de transfert de risque et de financement des risques. De même, le projet travaille aussi en étroite collaboration avec l'Agence française pour le développement (AFD), qui se charge à son tour de renforcer le cadre institutionnel et réglementaire et les évaluations des risques à base communautaire.

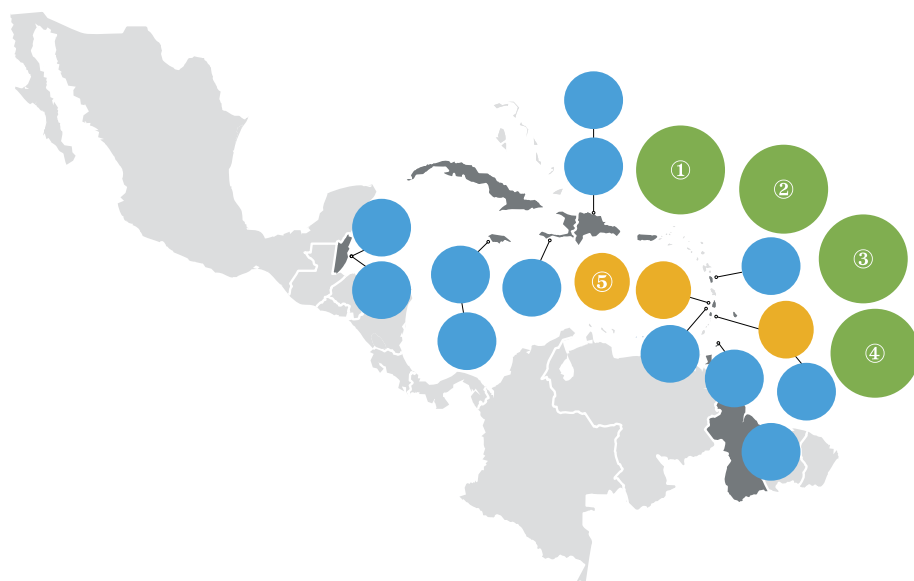
Portefeuille opérationnel - CARAÏBES

Nombre de projets au 30 juin 2015

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Total
ACHEVÉS	1	1	2	4
EN COURS	2	7	1	10
À L'ÉTUDE	1	4	–	5
TOTAL	4	12	3	19

Le programme dans les Caraïbes

19 Projets



VOLET 1

PROJETS RÉGIONAUX ET SOUS-RÉGIONAUX

RENFORCER LES INVESTISSEMENTS EN PRC & ACC (PNUD)^① – PROGRAMME D'INFORMATION SUR LES RISQUES^② – MOSSAIC^③ – CONFÉRENCE CDEMA^④



VOLET 2

PROJETS NATIONAUX

BELIZE – DOMINIQUE – RÉPUBLIQUE DOMINICAINE – GRENADÉ – GUYANA – HAÏTI – JAMAÏQUE – SAINTE LUCIE



VOLET 3

ACTIVITÉS POST-CATASTROPHE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

SAINT VINCENT ET LES GRENADINES – SAINTE LUCIE – RENFORCER LES CAPACITÉS EN PDNA^⑤

① Antigua et Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, St. Kitts et Nevis, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines

② Belize, Dominique, République Dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines

③ Belize, Dominique, Grenade, Jamaïque, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines

④ Participation des pays membres de CDEMA (18 pays)

⑤ Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, St. Kitts et Nevis, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines

2.2 Programme ACP-UE NDRR aux Caraïbes

Dans la région Caraïbes, le programme ACP-UE NDRR est composé d'un portefeuille de 19 projets, dont la valeur totale s'élève à 9,6 millions de dollars. La période visée par le rapport s'est terminée avec cinq projets en perspective, tandis que quatre ont été achevés et dix sont en cours. Veuillez-vous reporter à la liste des projets, à leurs différents stades de mise en œuvre présentés en Annexe 2.

Description des activités :

- ✱ Intégration de la GRC dans la planification sectorielle (Haïti et République dominicaine) ;
- ✱ Génération de données, informations sur les risques et évaluation (aux niveaux national et régional) ;
- ✱ Préparation d'investissements de GRC (Belize, Sainte-Lucie, Dominique) ;
- ✱ Communication sur la GRC et plaidoyer (Guyana)
- ✱ Renforcement des capacités techniques (projets régionaux dont deux avec le PNUD) ; et
- ✱ Évaluations post-catastrophe (Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines).

Certaines de ces activités, financées par le programme, ont permis d'avoir un effet levier et de stimuler des investissements importants auprès de la Banque mondiale pour un total de 156 millions de dollars.

Les sections ci-dessous décrivent l'état d'avancement de projets sélectionnés, pour la période en revue.

Volet 1 : Projets régionaux

Caraïbes

Le **Programme d'informations sur les risques** renforce la qualité des données au niveau national sur les aléas et les risques au Belize, en Grenade, en Dominique, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Le projet a donné lieu à l'élaboration du Manuel des Caraïbes pour la gestion des informations sur les risques (Charim¹⁰) qui vise à soutenir la production et l'utilisation d'informations sur les dangers et les risques d'inondations et de glissements de terrain pour éclairer les projets des secteurs de la planification et des infrastructures. Des représentants des ministères et des agences

concernés des pays des Caraïbes ont été formés aux éléments fondamentaux des risques, à la cartographie des aléas et à l'évaluation des risques multi-aléas. Le projet est actuellement en train d'élaborer le manuel de cas d'utilisation, qui illustre les étapes requises pour utiliser les informations sur les aléas et les risques dans ce qu'on appelle des cas d'utilisation (c'est-à-dire des exemples) pour la planification des infrastructures, la planification de mesures de prévention des risques, la préparation et les interventions en situations d'urgence.

Le **Programme MoSSaiC de gestion de la stabilité des talus dans les collectivités de la communauté des praticiens des Caraïbes** est en train de mettre au point du matériel didactique, notamment sous la forme d'une plate-forme sur Internet d'échange d'apprentissage et de connaissances et d'un logiciel de calcul et de modélisation des risques de glissements de terrain. Le premier stage résidentiel de formation à MoSSaiC est programmé pour l'automne 2015 à Sainte-Lucie. Vingt-quatre participants à cette formation sont en train d'être identifiés dans les six pays prioritaires (Belize, Dominique, Grenade, Jamaïque, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines). Ces pays ont été retenus en fonction de la demande et des besoins des clients, ainsi que des opérations de GRC actuellement en cours auxquelles il pourrait être possible de relier des activités MoSSaiC.

Le **Projet de renforcement des investissements publics dans la PRC et l'ACC dans les Caraïbes orientales**, mis en œuvre par le PNUD, apporte son soutien aux pays des Caraïbes orientales en relevant de manière systématique les pertes subies à l'issue de catastrophes naturelles en estimant les probabilités de risques futurs. Ces informations sont reprises pour renforcer les investissements publics dans la PRC. L'accord de subvention conclu avec le PNUD est entré en vigueur en octobre 2014. En février 2015, le PNUD a organisé une première réunion du conseil du projet, avec des représentants du Gouvernement de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de la CEPALC, du SIPC et de la Banque mondiale. À l'heure actuelle, les équipes du PNUD/SIPC et de la Banque mondiale sont en train de discuter des spécifications techniques des profils de risque.

Volet 2 : Projets nationaux

Belize

La base de données portant sur l'exposition du réseau routier, élaborée dans le cadre du projet **Cadre**

¹⁰ <http://www.charim.net/>

d'évaluation des aléas et des risques pour le Belize :

Priorisation d'un plan d'investissement, a été remise aux agences compétentes qui se chargeront de la gestion et de la mise à jour des données. Pour faciliter le transfert de la base de données, une formation pratique sur son utilisation a été organisée lors d'un atelier en septembre 2014. L'équipe du projet a également discuté des meilleures pratiques avec le Gouvernement en vue d'intégrer cette base de données dans l'Infrastructure nationale des données spatiales (IDS) au Belize. L'équipe a également effectué une série d'ateliers de formation dans le cadre de la base de données Routes et bâtiments publics, qui a été installée au ministère des Travaux Publics et des Transports et au ministère des Ressources Naturelles et de l'Agriculture. Celle-ci sera confiée au ministère des Finances et du Développement économique d'ici fin 2015. Le projet a également aidé le centre d'informations foncières à collecter des données et à adopter une plate-forme de collecte de données mobiles basée sur la plateforme Open Data Toolkit. Le dernier atelier du projet est programmé pour la fin 2015.

Dominique

Une plate-forme de gestion des données sur les risques, appelée Dominode (www.dominode.net), a été développée avec la Division pour l'Aménagement du territoire, les Terres et l'Arpentage du Gouvernement de la Dominique, et le Bureau de la gestion des catastrophes dans le cadre du **Projet de gestion des données spatiales et d'identification des écoles et des abris les plus vulnérables**. La plate-forme regroupe 45 couches de données et est prête à accueillir des données supplémentaires recueillies dans le cadre d'autres projets et initiatives. Le fait de se doter de cette plate-forme constitue la première étape pour atténuer les effets d'une perte continue de données et celle-ci sert maintenant à identifier les écoles et les abris qui sont les plus vulnérables en Dominique. Au cours de l'année passée, le projet a organisé plusieurs ateliers pour les représentants du gouvernement sur les normes relatives aux abris, et l'évaluation de ceux-ci. Un atelier final du projet aura lieu en août 2015 afin de présenter une évaluation du portefeuille concernant les abris et de discuter de la priorisation des investissements.

République dominicaine

Une analyse de l'impact budgétaire et économique des catastrophes naturelles en **République dominicaine** a été réalisée conjointement avec le ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement dans le cadre du **Projet d'intégration de la GRC et de l'ACC dans les investissements publics, l'aménagement du territoire et les finances publiques**. L'étude a montré que les pertes annuelles

moyennes associées aux tremblements de terre et aux cyclones s'élèvent à 670 millions de dollars, l'équivalent de 1,1 % du PIB en 2013. L'équipe du projet est en train d'étudier des options pour la diffusion des résultats de l'étude, afin de poser les bases en vue d'élaborer une stratégie de financement des risques de catastrophes. Le projet a également donné lieu à la création d'un système d'information de l'aménagement du territoire qui a été présenté au Gouvernement. Celui-ci a apporté des services de conseil au vice-ministère de la Présidence dans le processus de rédaction de la nouvelle loi relative à la GRC.

Le projet d'Identification des risques pour protéger les écoles en République dominicaine

mis en œuvre par Plan, Oxfam et Habitat for Humanity, se concentre actuellement sur le renforcement de l'évaluation des risques des écoles publiques à l'aide d'un outil intégré d'évaluation des risques (indice de sécurité scolaire), afin d'examiner à la fois les risques présentés par les infrastructures physiques de l'école inhérents à la construction d'installations scolaires, et les aléas présents dans le milieu environnant. Ce projet, qui a été lancé récemment, vise à généraliser un projet pilote existant (dans le cadre du programme DIPECHO) et il renforcera les capacités du gouvernement et du secteur universitaire dans la gestion des informations en situation d'urgence.

Guyana

Le Projet de renforcement des systèmes d'information des terres côtières et de sensibilisation aux besoins d'adaptation du Guyana

s'est terminé le 30 juin 2014. Il s'est axé sur la mise en œuvre d'une stratégie de communication pour le Projet d'adaptation à la conservation (CAP) et le renforcement des systèmes d'information du pays sur les terres côtières. Le projet a également amélioré la coordination entre les parties prenantes au sein du Gouvernement et de la communauté des bailleurs de fonds en vue d'élaborer une stratégie globale de lutte contre les inondations. Le ministère de l'Agriculture et la Banque mondiale ont organisé l'atelier final en mars 2014, en se concentrant sur les résultats du projet CAP pour la période 2008-2013 et les investissements futurs dans le cadre du plan stratégique 2013-2020. Ceux-ci ont porté sur un renforcement des connaissances du Gouvernement et de sa capacité à gérer les systèmes de conservation de l'eau et de drainage côtier de l'est de Demerara, ainsi qu'un ensemble d'investissements de 123 millions de dollars, essentiels dans la gestion des crues. Le projet a également soutenu la publication des résultats du CAP, sous le titre « Managing Flood Risk in Guyana » (Gestion des risques au Guyana) ainsi que la production d'une animation vidéo.

ZOOM SUR LE PROJET

GESTION DES DONNÉES SPATIALES ET IDENTIFICATION DES ÉCOLES ET ABRIS LES PLUS VULNÉRABLES EN DOMINIQUE



Au cours d'un stage intensif de deux semaines, les participants des ministères et départements gouvernementaux dominicains ont appris à utiliser la technique de l'imagerie à haute résolution pour déterminer les voies d'évacuation et d'accès aux abris.

Le Gouvernement de la Dominique se trouve en bien meilleure position pour se préparer à d'éventuelles catastrophes naturelles depuis qu'il s'est doté d'une plate-forme de gestion des données de risques, Dominode, développée avec le soutien d'une subvention de l'ACP-UE.

Grâce à elle, plus de 72 000 personnes vont pouvoir bénéficier d'infrastructures plus résilientes au climat et d'une plus grande capacité à surveiller les risques climatiques.

La subvention a également permis de réaliser une évaluation de la vulnérabilité et une évaluation multicritère pour éclairer le choix des investissements effectués dans le cadre du Projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles (DVRP), financé par la Banque mondiale.

Dominode se compose de 45 « couches » de données, qui sont des cartes contenant des types d'informations spécifiques, comme par exemple la densité des bâtiments, les routes et les établissements de santé. Les couches de données permettent de créer des modèles d'évaluation numérique, qui à leur tour donnent la possibilité d'avoir une meilleure planification de la gestion des risques de catastrophes. Parmi ces couches de données, plusieurs d'entre elles comportent des informations créées et obtenues grâce au projet. Dominode abritera également des données supplémentaires générées dans le cadre du DVRP, telles que des données altimétriques numériques dérivées de LiDAR ¹¹. La plate-forme est un moyen d'atténuer le risque de perte de données en cas de panne informatique et de préserver

les données quand des employés quittent leurs postes ou des consultants arrivent en fin de mission. La plate-forme Dominode a également favorisé une approche collaborative interinstitutionnelle pour la gestion des données spatiales. Le ministère des Collectivités locales et le Bureau de gestion des catastrophes naturelles utilisent la plate-forme pour repérer les bâtiments publics susceptibles de servir d'abris, en commençant par évaluer le portefeuille d'abris existants et leurs installations.

Les projets envisagés portent sur la réhabilitation de 42 kilomètres de routes nationales, la construction de 3,5 kilomètres de collecteurs d'eaux pluviales, l'augmentation des capacités de stockage de l'eau de plus de 1,8 million de litres, la préparation de plans d'adaptation au changement climatique et la formation de fonctionnaires du Gouvernement à la gestion des données spatiales. Le programme repose sur le succès d'opérations passées dans d'autres pays des Caraïbes orientales et axe son action autour de l'adaptation au changement climatique et du renforcement des capacités du pays en termes de préparation aux catastrophes naturelles et d'interventions d'urgence. Le financement du DVRP est assuré par une subvention de l'Association internationale de développement (IDA) de 17 millions de dollars et par une subvention de 12 millions de dollars du Fonds stratégique pour le climat accordée au Gouvernement de la Dominique. Il comporte également un crédit de 9 millions de dollars du Fonds stratégique pour le climat et de 1,5 million de dollars provenant du Gouvernement dominicain.

¹¹ Light Detection and Ranging (Détection de la lumière et mesure à distance).

Haïti

Le **Programme d'intégration de la gestion des risques de catastrophes et de renforcement des capacités en Haïti** soutient le gouvernement à la promotion et à l'intégration de la GRC dans ses politiques et investissements. Une stratégie de communication portant sur la sécurité dans le domaine de la construction a été élaborée conjointement avec le ministère des Travaux publics en vue de promouvoir les liens qui existent entre le processus actuel sur le Code national du bâtiment et les spécifications sectorielles concernant la santé et l'éducation. De nouvelles lignes directrices pour la construction d'infrastructures sanitaires résilientes aux catastrophes ont été établies, approuvées et jointes en annexe au Code du bâtiment haïtien. D'autre part, l'Unité de coordination pour la construction de logements et de bâtiments publics a établi un manuel des opérations pour la réinstallation des personnes déplacées, adoptant une approche de subvention de location au comptant.

Sainte-Lucie

Le Gouvernement de **Sainte-Lucie** a identifié comme étant prioritaires les facteurs accroissant la vulnérabilité au sein du secteur du logement pour le programme de GRC et de résilience au changement climatique du pays. À ce titre, le **Projet-cadre d'évaluation des aléas et des risques de catastrophes** a lancé une enquête (débutant en juillet 2015) portant sur la vulnérabilité des bâtiments auprès d'un échantillon de 500 ménages dans l'ensemble de l'île afin d'établir des indicateurs de vulnérabilité physique des logements. Les résultats de l'enquête permettront de déterminer les travaux d'amélioration à apporter aux logements retenus pour en renforcer la résilience dans le cadre du Projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles financé par la Banque mondiale, qui est actuellement en cours d'exécution.

Par ailleurs, l'évaluation des aléas d'inondations pour l'aménagement des bassins versants a été lancée avec succès avec la participation d'un représentant de l'agence de gestion des ressources hydriques (WRMA¹²), lors d'une formation de 4 semaines à l'université de Twente ITC aux Pays-Bas, entre février et mars 2015. Au cours de la formation, l'évaluation des aléas d'inondations qui a été réalisée à l'échelle nationale a été affinée et a donné lieu à des discussions sur les méthodes appropriées à observer pour les analyses de niveau du bassin versant. L'université a élaboré un projet de méthodologie et de plan de renforcement des capacités pour un stage

pratique de deux semaines visant l'ensemble des employés de la WRMA ainsi que des représentants du ministère des Infrastructures et du ministère de l'Aménagement du territoire.

Belize, Grenade, Jamaïque et Sainte-Lucie

Le **Programme d'assistance technique au financement des risques de catastrophes des Caraïbes** est actuellement en train d'être entrepris conjointement par les ministères des Finances de **Belize, de la Grenade, de la Jamaïque et de Sainte-Lucie**. Il permet de mieux comprendre et de quantifier le passif éventuel souverain des catastrophes naturelles, et d'élaborer un cadre intégré de financement des risques de catastrophes pour les pays concernés, afin de les aider à améliorer leur résilience financière. Les quatre projets nationaux sont mis en œuvre en collaboration avec le Programme d'assistance technique du Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes aux Caraïbes (CCRIF). Il bénéficiera aussi de l'expérience acquise à travers les initiatives de financement des risques en cours dans les îles du Pacifique et de l'océan Indien (financées aussi par le Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles). Les projets ont commencé en mai 2015, et les équipes de projet sont actuellement en train d'effectuer une étude documentaire des données existantes sur le financement des risques de catastrophe.

Volet 3 : Projets post-catastrophe, de renforcement des capacités et de relèvement

Le programme a financé deux **évaluations des dommages et des pertes post-catastrophe** à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, suite aux inondations et aux glissements de terrain causés par les pluies torrentielles qui sont tombées entre le 24 et le 26 décembre 2013. Voir la Section 3 sur la réponse post-catastrophe pour plus de détails.

Le **Projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins post-catastrophe aux Caraïbes**, mis en œuvre par le PNUD, a débuté en mars 2014. En juillet, le PNUD et l'Agence de gestion des urgences et des catastrophes des Caraïbes (CDEMA) ont organisé un atelier régional de quatre jours sur les évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA). L'atelier s'est appuyé sur l'expérience de l'évaluation post-catastrophe (PDNA) réalisée après les inondations de décembre 2013 à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

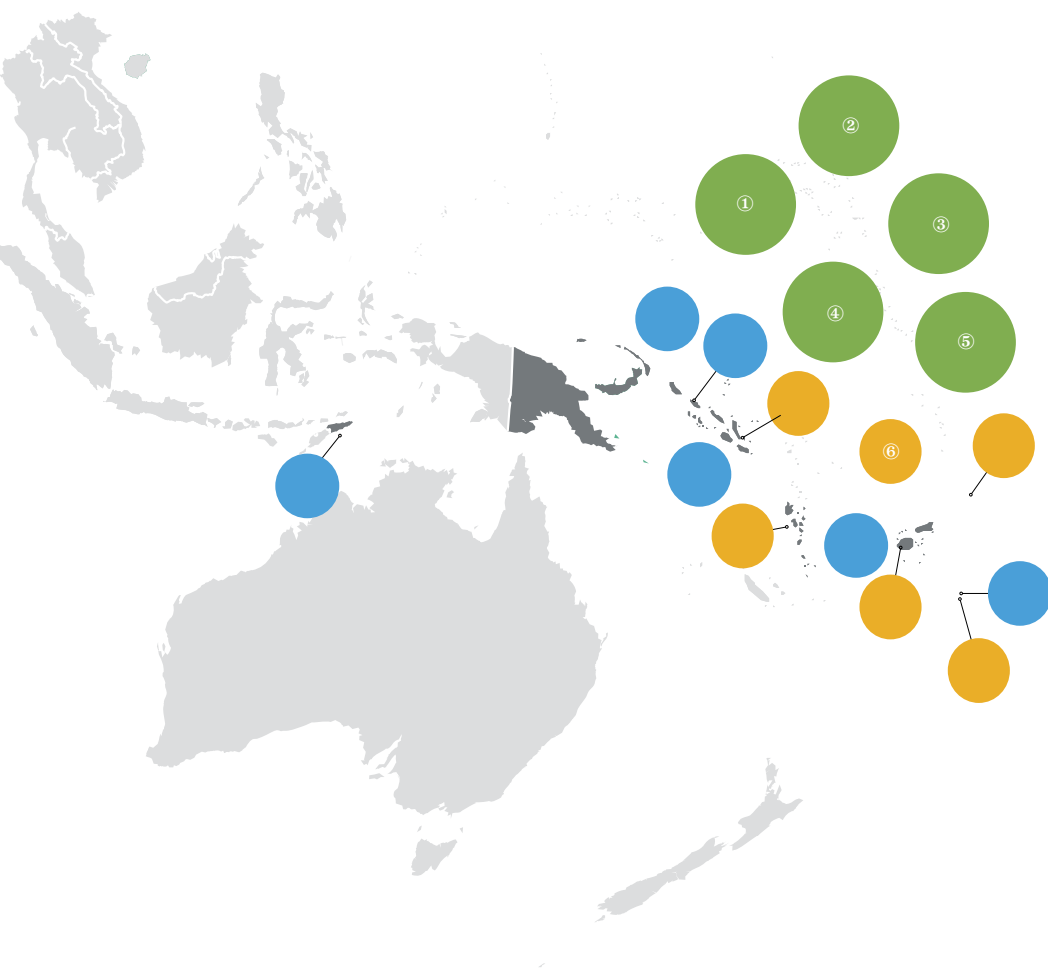
¹² Water Resource Management Agency (WRMA).

Portefeuille opérationnel - PACIFIQUE

Nombre de projets au 30 juin 2015

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Total
ACHEVÉS	1	–	3	4
EN COURS	2	5	2	9
À L'ÉTUDE	2	2	-	4
TOTAL	5	7	5	17

Le programme dans le Pacifique 17 Projets



VOLET 1

PROJETS RÉGIONAUX ET SOUS-RÉGIONAUX

PCRAFI^① – RENFORCER LA
RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES
CLIMATIQUES^{②③} – FORUM
COMPRENDRE LES RISQUES 2014
(LONDRES, R-U)^④ – RENFORCER LES
MESURES DE PRC CIBLÉES^⑤



VOLET 2

PROJETS NATIONAUX

FIDJI – ÎLES SALOMON – TIMOR
ORIENTAL – TONGA – VANUATU



VOLET 3

ACTIVITÉS POST-CATASTROPHE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

FIDJI – SAMOA – ÎLES SALOMON –
TONGA – VANUATU – EVALUATION
ÉCONOMIQUE DES CATASTROPHES
DANS LE PACIFIQUE^⑥

① Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique – Phase 3

②③ Fidji, Micronésie, Îles Marshall, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu

④ Avec la participation de représentants officiels de GRC des Caraïbes et du Pacifique

⑤ Îles Marshall, Micronésie, Palau

⑥ Renforcement des capacités en évaluation des besoins post-catastrophe du Secrétariat de la communauté du Pacifique

2.3 Programme ACP-UE NDRR dans le Pacifique

Dans la région Pacifique, le programme ACP-UE NDRR est composé d'un portefeuille de 17 projets, dont la valeur totale s'élève à 13,5 millions de dollars. De ces 17 projets, quatre sont achevés, neuf sont en cours et quatre sont à l'étude. La liste complète des projets avec leur état de mise en œuvre figure à l'annexe 2.

Composition du portefeuille de projets du Pacifique :

- ✱ Intégration au niveau national/local (îles Salomon, Vanuatu) ;
- ✱ Collecte de données et partage des informations sur les risques (programme régional de la PCRAFI) ;
- ✱ Évaluation des risques sectoriels et renforcement de la résilience des communautés (Timor-Leste) ;
- ✱ Préparation aux catastrophes naturelles, plans d'urgence et systèmes d'alerte précoce (îles Salomon, Vanuatu) ;
- ✱ PDNA et évaluations des dommages et des pertes (îles Salomon, Tonga, Fidji, Samoa, Vanuatu) ;
- ✱ Assistance technique au relèvement (Tonga)

Les sections ci-dessous décrivent l'état d'avancement de projets sélectionnés, pour la période en revue.

Volet 1 : Projets régionaux

Pays des îles du Pacifique

L'**Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique (PCRAFI)** est un programme qui apporte aux pays des îles du Pacifique des informations et outils à la pointe de la technologie dans le domaine des risques de catastrophes naturelles, afin de renforcer leurs capacités en matière de gestion des risques de catastrophes. Elle se compose de deux éléments. Le premier est le **système d'information sur les risques du Pacifique (PACRIS)**, base de données qui comporte des informations détaillées et spécifiques aux pays en termes d'actifs, de population, d'aléas et de risques. Le projet a progressé malgré les difficultés à trouver des consultants techniques qualifiés à long terme. SOPAC, l'organisme d'exécution pour la subvention exécutée par le destinataire, a fait avancer la mise en place de la base de données

de PACRIS comme emplacement GeoNode¹³. On s'attend à ce que l'allure de la mise à niveau de PACRIS et de la dispense de formation s'intensifie de beaucoup au cours de la prochaine période de rapport. Le deuxième élément, **l'estimation rapide des pertes suite à une catastrophe naturelle**, a lui aussi bien avancé. Deux événements survenus en 2014 ont présenté des occasions de mettre à l'essai le protocole d'évaluation rapide : le cyclone tropical Ian, qui a frappé le Tonga, et une dépression tropicale qui a provoqué des inondations dans les îles Salomon. La prochaine période de rapport donnera lieu à un perfectionnement du protocole et de la formation dispensés à SOPAC.

Le **Projet de Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles dans le Pacifique**, qui a commencé en octobre 2014, est en train de mettre au point des outils et des méthodes en vue d'augmenter les capacités dans un maximum de sept pays insulaires du Pacifique¹⁴ dans les domaines de l'alerte précoce, de la préparation et des interventions en cas de catastrophe, ainsi que pour les investissements dans des infrastructures résilientes. Il entreprend également une évaluation des besoins en vue de fournir des services d'alerte précoce multi-aléas de bout en bout, et d'élaborer un plan d'investissement destiné à améliorer/renforcer les systèmes d'alerte précoce et de préparation. Le projet s'attachera en outre à acquérir des données de référence en s'aidant de technologies de drones, et à apporter un soutien à la gestion du risque d'inondation dans les îles Salomon et à Fidji.

Le programme a apporté son soutien au **3^e Forum Understanding Risk (UR)**¹⁵ qui s'est tenu du 30 juin au 4 juillet 2014 à Londres, au Royaume-Uni, en partenariat avec University College London et le Willis Group. Cette rencontre sur cinq jours a fourni une plate-forme utile pour présenter de nouvelles initiatives, renforcer les partenariats et favoriser de nouvelles avancées dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes, surtout en ce qui

¹³ GeoNode est une application et une plate-forme basées sur Internet dont la fonction est de développer des systèmes d'informations géospatiales (SIG) et de déployer des infrastructures de données spatiales.

¹⁴ La liste provisoire des pays participants regroupe les États fédérés de Micronésie, les îles Fidji, Marshall, Samoa, Salomon, Tonga et Vanuatu. Les pays seront choisis en fonction de leurs engagements à participer à un programme d'investissement régional visant à renforcer et à moderniser les systèmes d'alerte précoce et de préparation aux catastrophes.

¹⁵ UR (<https://www.understandrisk.org/>) est une communauté mondiale en pleine expansion qui réunit plus de 3000 experts et professionnels dans le domaine de l'évaluation des risques de catastrophes.

concerne les évaluations des risques axées autour du thème « Produire de l'information pour l'action ». Le Forum de Londres a organisé 24 séances techniques, regroupant plus d'une centaine d'intervenants et près d'un millier de participants issus de gouvernements, d'organisations internationales, du monde de la finance, de l'industrie, de la société civile et des universitaires. Le Programme ACP-UE NDRR a surtout apporté son soutien à la participation de représentants des gouvernements des pays des Caraïbes et du Pacifique, et notamment le ministère des Ressources foncières et naturelles du Vanuatu, de hauts fonctionnaires de Madagascar, du Tonga, des îles Salomon et de la Grenade. Les séances techniques ont mis l'accent plus particulièrement sur l'application des informations relatives à la préparation, aux interventions et au financement des risques en cas de catastrophe. Les actes de la conférence UR sont disponibles en ligne (<https://goo.gl/vXj9Q1>).

Îles Marshall, Micronésie, Palaos

Le projet **Renforcement de mesures ciblées de prévention des risques de catastrophes en Micronésie**, dont la mise en œuvre sera assurée par l'Organisation internationale pour les migrations, vise à renforcer la résilience des communautés vis-à-vis des risques de catastrophes, et à les aider à s'adapter au changement climatique dans l'ensemble des États fédérés de la **Micronésie**, de la république des **îles Marshall** et de la république de **Palaos**. Les principales activités envisagées sont les suivantes : cartographie participative des risques et planification des investissements communautaires, enquêtes auprès des bénéficiaires et consultations régionales pour aider à concevoir des systèmes régionaux/nationaux d'alerte précoce, des balises de géolocalisation et évaluation des bâtiments publics et des infrastructures avec des liens à des plateformes cartographiques Open Source.

Volet 2 : Projets nationaux

Îles Salomon

Le **Projet de résilience de la communauté aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles aux îles Salomon (CRISP)** a été lancé en octobre 2014, avec le soutien du ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie (MECDM). Dans le cadre de la première composante du projet, un document de travail intitulé *Building Resilience Within* (Renforcement de

la résilience de l'intérieur), portant sur les réformes politiques et institutionnelles nécessaires pour aligner les actions de GRC et d'ACC et intégrer la résilience dans la planification et les investissements sectoriels, a été préparé et fera l'objet de discussions avant d'être validé par le MECDM et le ministère de Planification du développement et de coordination de l'aide. Un appel à propositions a été lancé pour un contrat portant sur la conception d'équipements de communication d'urgence au titre de la deuxième composante du projet. Celui-ci aidera à hiérarchiser par ordre de priorité les investissements nécessaires à la modernisation du système de surveillance sismique. Le projet a finalisé la conception du système, classé par priorité les sites de surveillance, mis au point un plan d'action et établi la marche à suivre en termes d'achats, d'installation, de mise en service, d'entretien et de formation. Au titre de la troisième composante, la conception du projet dirigé par la province de Nanggu (Temotu) a été finalisée et le processus de passation de marché lancé. Cinq sous-projets communautaires pour la province de Guadalcanal se trouvent à un stade de préparation avancé. La conception détaillée de deux sous-projets (Vatukulao et Tanavasa) a été finalisée et celle de trois autres sous-projets est en cours (Lulunga, Duidui et Horabau).

Tonga

Une subvention d'assistance technique (AT) pour **l'amélioration de la résistance aux chocs climatiques et aux catastrophes naturelles** est en cours de préparation pour venir à l'appui du Projet de Résilience Climatique et de Reconstruction Post-cyclone, financé par la Banque. L'AT contribuera à rendre les foyers et les collectivités plus sûres grâce au renforcement et à la mise à jour du Code de construction de Tonga ; grâce également à la sensibilisation du public et aux campagnes de promotion de pratiques d'application de ce code ; ainsi qu'à l'évaluation et la cartographie des dangers et risques côtiers afin d'informer la planification de la reconstruction et le renforcement de la résilience dans les zones affectées. Le projet prévoit également un cadre visant à l'opérationnalisation et l'institutionnalisation du relèvement et de la reconstruction post-catastrophe, par l'examen et la mise à jour de la législation pertinente et des arrangements institutionnels, et le développement d'un manuel opérationnel en détaillant les modalités d'exécution et de planification. Enfin, le projet visera à améliorer la capacité de cartographie post-catastrophe pour soutenir une réponse et un relèvement efficaces après les catastrophes

ZOOM SUR LE PROJET

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUX ALÉAS NATURELS AU VANUATU

La République du Vanuatu, l'un des plus petits États insulaires en développement du Pacifique, pâtit de l'un des niveaux les plus élevés au monde en termes de risques de catastrophes naturelles. Cet archipel se situe au milieu de la ceinture des cyclones tropicaux du Pacifique et à l'intérieur d'un anneau de feu extrêmement actif sur le plan géologique. Les îles sont donc vulnérables à toutes sortes de catastrophes naturelles : tremblements de terre, cyclones tropicaux, éruptions volcaniques, ondes de tempête, tsunamis, glissements de terrain, inondations côtières et crues des rivières. D'après les estimations de l'Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique (PCRAFI), sous l'égide de la Banque mondiale, cofinancée par le programme ACP-UE NDRR, l'impact annuel moyen des catastrophes naturelles s'élève à 48 millions de dollars, soit 6,6 % du PIB du Vanuatu, ce qui correspond à l'un des fardeaux budgétaires les plus élevés au monde liés à des aléas naturels.

Renforcement institutionnel à l'appui de la GRC et de l'ACC

Depuis la fin de 2012, le projet de renforcement de la résilience au changement climatique et aux aléas naturels au Vanuatu a mobilisé des fonds du Programme ACP-UE NDRR, de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (financée par l'UE), et du Fonds mondial pour l'environnement (au total, plus de 11 millions de USD) afin d'appuyer les efforts de renforcement institutionnel pour assurer la gestion des risques de catastrophes (GRC) et l'adaptation au changement climatique (ACC) et la préparation d'investissements pour accroître la résilience des communautés.

C'est une approche multisectorielle coordonnée que le Vanuatu a adoptée par l'établissement du Conseil consultatif national (CCN) pour la GRC et le changement climatique, organe transversal qui réunit les directeurs de tous les organismes gouvernementaux et des représentants de la société civile. La subvention du programme ACP-UE NDRR appuie le renforcement du Bureau National de Gestion des Catastrophes Naturelles, une agence clé participant au CCN. Les activités soutenues sont la formulation de son plan stratégique, le suivi législatif et la décentralisation des services de GRC au niveau local par le financement de 2 centres provinciaux de gestion des catastrophes (à Tafea



Le département Météorologie et risques géologiques du Vanuatu, dans la capitale Port Villa, dispose désormais d'un Centre d'alerte précoce modernisé, ainsi que de nouvelles unités GRC et ACC, qui renforcent ses capacités de gestion des risques.

et Torba) d'ici à la fin Janvier 2016 et l'assignation de deux professionnels y travaillant.

La subvention a aussi aidé à financer et à améliorer le CCN par la création d'une nouvelle unité de gestion de projet (UGP). Celle-ci se charge des fonctions d'appui administratif, de coordination centralisée et de gestion de projets de GRC et d'ACC. Le CCN remplit la double fonction d'agent de liaison pour toutes les activités du projet et de conseil consultatif. Les enseignements tirés du système actuel ont également informé la décision du gouvernement sur la réforme entreprise pour mettre en place un département dédié sous le ministère du changement climatique pour abriter l'UGP et assurer une collaboration plus étroite, une efficacité organisationnelle et un soutien accru aux opérations de GRC et d'ACC à travers le pays.

Les efforts déployés par le ministère des ressources foncières visant à intégrer les risques liés au changement climatique et aux catastrophes naturelles dans les politiques d'aménagement urbain et rural sont également appuyés, permettant ainsi de tenir compte en permanence du niveau de risque et de durabilité existant dans la mise en œuvre. Le projet a de ce fait donné jour aux nouvelles unités de GRC et d'ACC, qui font désormais partie intégrante du Département de Météorologie et Aléas Géologiques du Vanuatu, qui a par ailleurs pu entreprendre la fourniture de systèmes d'alerte précoce pour les risques volcaniques à Ambrym, Tanna et Gaua, et remplacer l'équipement endommagé par le cyclone tropical (CT) Pam en mars 2015.

Le département des autorités locales du ministère des affaires intérieures est également soutenu dans la formulation des lignes directrices pour la planification du développement communautaire intégrant la GRC et l'ACC. Celles-ci ont été mises à l'essai à Tanna en août 2014 dans la formulation du Plan de Développement du conseil de la région de Tanna sud-ouest. Enfin, la subvention permet également le relèvement des communautés affectées par le CT Pam à Tanna et Shepherds par le biais d'activités accrues de résilience communautaire en cas de catastrophe climatique.

Pour plus d'informations, voir <http://goo.gl/ZDIJLP> (en Anglais uniquement).

Timor-Leste

Le **Projet de résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles au sein des communautés le long du couloir routier de liaison de Dili à Ainaro** a été lancé en mai 2014 par un atelier destiné aux parties prenantes et aux membres des communautés clés. Dans sa première composante, une évaluation des risques des aléas naturels a été entreprise pour recueillir des données sur les inondations, les glissements de terrain et les vents violents dans 49 municipalités (sucos) le long de la route de Dili à Ainaro. Des outils de modélisation des risques ont permis de déterminer la vulnérabilité de chaque municipalité. Les données récoltées seront utilisées pour la prochaine phase du projet, à savoir un système de gestion des risques à base communautaire, qui sera mis à l'essai dans les 26 municipalités les plus vulnérables. La deuxième composante concerne deux séries de formation et d'atelier au système d'information géographique (SIG), dispensées auprès de 19 participants de divers ministères sectoriels. Un projet de guide de gestion des risques de catastrophes à base communautaire (CBDRM) a été élaboré et testé sur le terrain. Des manuels techniques spécifiques, portant par exemple sur les mesures d'atténuation des glissements de terrain et des inondations, seront produits en vue d'en assurer l'exécution sur le plan municipal. Des représentants du gouvernement ont également participé à une étude d'échange en Indonésie pour observer la CBDRM en action. Enfin, un rapport d'évaluation des besoins en matière de CBDRM a été établi. Ce travail a contribué à la signature en février 2015 d'un accord de subvention de 2,7 millions de dollars entre le gouvernement du Timor-Leste et la Banque mondiale pour financer le projet de gestion des risques de catastrophe à base

communautaire, qui utilisera les évaluations des risques d'aléas et les lignes directrices du CBDRM élaborées dans le cadre de ce projet.

Vanuatu

Voir le « zoom sur le projet » ci-dessous pour les détails du **projet de renforcement de la résilience au changement climatique et aux aléas naturels**.

Volet 3 : Projets post-catastrophes, de renforcement des capacités et de relèvement

Régional

La région Pacifique a été frappée par des catastrophes naturelles comme les cyclones tropicaux Evan (2012) et Ian (2014). Le programme ACP-UE NDRR a été aux avant-postes en répondant aux demandes formulées par les gouvernements et/ou le secrétariat ACP pour soutenir **des évaluations de post-catastrophe et la planification du relèvement**, en particulier dans les îles Fidji, Samoa, Salomon, Tonga et Vanuatu. Ces activités ont été entreprises en étroite collaboration avec l'Union européenne, les Nations Unies et d'autres partenaires de développement. Voir la Section 3 sur la réponse post-catastrophe pour plus de détails.

Tonga

Le **projet d'assistance technique aux plans de relèvement et de reconstruction après le cyclone Ian de Tonga** a aidé à l'élaboration d'une stratégie et d'une politique de reconstruction de logements qui appuie le plan de relèvement et de reconstruction du Gouvernement par un soutien technique à la cartographie des dégâts infligés aux bâtiments, et l'évaluation des besoins. Le projet apporte également des moyens de formation et de renforcement des capacités à la Division de la politique et de la planification du Ministère des infrastructures, comprenant notamment la préparation d'un guide destiné à tirer les leçons des plans et de la mise en œuvre des efforts de relèvement et de reconstruction de logements. Il fournit également des conseils pratiques et des outils aux équipes de travail.

Timor Leste

Un système de gestion des risques à base communautaire sera mis à l'essai dans les

26

municipalités les plus vulnérables



Crues soudaines aux îles Salomon (avril 2014). Crédit photo : Évaluation rapide des répercussions macro et sectorielles des crues soudaines survenues aux îles Salomon - Juillet 2014

A photograph of a flooded street in a rural area. Two people are wading through the murky water. A tree stands in the middle of the street, and a wooden structure is partially submerged on the right. Debris is scattered in the water.

3

Interventions post-catastrophe

Au cours de la période visée par le rapport, **huit évaluations post-catastrophe** (Volet 3) **ont été entreprises** en tout, en réponse aux inondations survenues au Burundi, au Cap Vert, au Malawi, en Mozambique, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, aux îles Salomon et au Vanuatu.



Le 23 Novembre 2014, le volcan Fogo dans les îles du Cap Vert est entré en éruption pour la première fois en dix-neuf ans. Crédit photo: Image de la NASA par Jeff Schmaltz

Burundi : Évaluation rapide axée sur la gestion des risques d'inondation

En février 2014, onze heures de fortes précipitations ininterrompues au Burundi ont provoqué des glissements de terrain et des crues soudaines, faisant 69 morts et détruisant plus de 3000 maisons. À la demande du Gouvernement du Burundi (GdB), une **mission d'évaluation rapide**, cofinancée par le programme ACP-UE NDRR, est intervenue en mars 2014, dirigée par le GdB et soutenue par l'Union européenne, les Nations Unies et la Banque mondiale. Le rapport d'évaluation (<https://goo.gl/We6IF6>), publié à la mi-avril, se concentre principalement sur les questions d'urbanisme, d'eau et d'assainissement et de transport routier. Les Nations Unies sont intervenues dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture, l'Union européenne ayant quant à elle contribué au secteur routier et à l'aménagement rural.

Le rapport comporte trois parties : (i) une analyse des aléas, de l'exposition et de la vulnérabilité des infrastructures, avec identification des

facteurs de risque sous-jacents ; (ii) l'évaluation quantitative des dégâts subis dans chaque secteur, avec une description qualitative des répercussions de chaque type de dégâts sur l'économie et la population ; et (iii) des propositions d'activités prioritaires en matière de réhabilitation, de reconstruction et de gestion des risques de catastrophes en vue de réduire les impacts si des événements semblables venaient à se reproduire à l'avenir. Le **montant total des dégâts est estimé à 4,4 millions de dollars**, soit près de 0,18 % du PIB. Des recommandations à long, moyen et court terme ont été avancées pour accroître la résilience du pays et faire progresser la mise en œuvre des stratégies établies par le GdB en ce qui concerne le développement des infrastructures et la gestion des risques de catastrophes. Celles-ci portent sur les systèmes de drainage, le document d'urbanisme, les plans locaux de développement, la stratégie nationale pour la prévention des risques de catastrophes et un programme d'action national aux fins de l'adaptation.

Pour permettre la réhabilitation des infrastructures par le biais d'activités de GRC qui reprennent l'approche « reconstruire, mais en mieux », les fonds nécessaires seraient de l'ordre de 17,2 millions de dollars pour les échéances d'urgence et de moyen terme. Une recommandation de 20 millions de dollars s'ajoute à cela pour la gestion durable des terres en vue de stabiliser les bassins versants et les pentes autour de Bujumbura.

Les recommandations découlant de cette évaluation ont été reprises par les Nations Unies, l'Union européenne, la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque mondiale pour justifier de la nécessité d'investissements dans les domaines de l'agriculture, de l'hébergement, des infrastructures routières et urbaines. D'autre part, le GdB est en train d'élaborer avec l'appui de la Banque mondiale un plan d'action visant à intégrer la gestion des risques de catastrophes dans les activités de développement futures, tant au niveau national que local.

Burundi – « reconstruire, mais en mieux »

\$17,2

millions de dollars pour les échéances d'urgence et de moyen terme

Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines : Évaluation conjointe rapide des dégâts et des besoins suite aux inondations

L'évaluation conjointe rapide des dégâts et des besoins (JRDNA) a été réalisée en janvier 2014, en collaboration avec les autorités de **Sainte-Lucie** en réponse à l'événement de crue survenu les 24 et 25 décembre 2013. Cette évaluation a quantifié les dégâts subis par les infrastructures du pays ainsi que par les secteurs sociaux et productifs. Elle a également identifié et classé par ordre de priorité les investissements d'urgence à engager en matière de relèvement et de reconstruction en fonction de l'urgence, de la criticité et des économies d'échelle.

Une première évaluation du montant total des dégâts et des pertes s'est élevée à 99,88 millions de dollars (EC\$ 267,76 millions), l'équivalent de 8,3 % du produit intérieur brut de Sainte-Lucie. Les infrastructures de transport ont été détruites à 72 %, les dégâts des infrastructures agricoles s'élèvent à 13 %, ceux de l'eau et de l'assainissement à 6 %, et du logement à 4 %. Sur une population totale de 180 870 habitants, six décès ont été confirmés et plus de 550 personnes ont été déplacées. Près de 20 000 personnes ont été directement touchées par cette catastrophe. Les constats de la JRDNA ont permis de mobiliser des moyens d'intervention d'urgence, et notamment 17 millions de dollars du Volet de crise de l'IDA de la Banque mondiale, approuvé en juin 2014, pour financer les travaux de reconstruction. Le Gouvernement s'est également servi de ces résultats pour mobiliser davantage de fonds bilatéraux pour faire face à ses besoins de relèvement d'urgence. La JRDNA a été présentée au Gouvernement en février 2014 et a été publiée en juin. Pour compléter la JRDNA, une évaluation des caractéristiques hydrométéorologiques et géotechniques de la catastrophe a été réalisée, et toute une série de recommandations pour des actions à court et à long termes en vue d'améliorer la résilience de l'île à de futurs aléas naturels indésirables naturels a été présentée au Gouvernement. Lien vers le rapport : <http://goo.gl/xtDMnC>

À **Saint-Vincent**, le Gouvernement a déclaré une catastrophe nationale de niveau deux¹⁶, en sollicitant peu de temps après l'assistance de la Banque mondiale pour réaliser une évaluation rapide des dommages et des pertes et apporter son appui aux

Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines

\$17

millions de dollars du Guichet de crise de l'IDA de la Banque mondiale, approuvé en juin 2014, pour financer les travaux de reconstruction

efforts de relèvement et de reconstruction. L'équipe de la Banque mondiale a donné son soutien à des instances techniques, telles que l'autorité centrale des réseaux d'eau et d'égout, le ministère des Transports et Travaux publics et d'autres encore, en vue d'évaluer et de quantifier les dommages subis par les infrastructures critiques. D'après la synthèse des données dont il a été rendu compte pour chacun des secteurs touchés, l'événement de crue des 24 et 25 décembre 2013 a provoqué des dommages et des pertes d'un montant total de 108,4 millions de dollars (EC\$ 291,4 millions), l'équivalent de 15 % du PIB du pays. Le secteur des infrastructures a subi la majeure partie des dégâts causés par ces inondations (97 %), suivi par le secteur social (3 %) et le secteur productif (moins de 1 %). Les conclusions de l'évaluation ont été présentées au Gouvernement de Saint-Vincent-et-les-Grenadines en janvier 2014 et ont été utilisées pour **mobiliser des fonds bilatéraux à l'appui des interventions d'urgence, et notamment 19 millions de dollars** du Volet de crise de l'IDA de la Banque mondiale à l'appui des efforts de reconstruction du pays. Lien vers le rapport : <https://goo.gl/qMNp5k>

Le webinaire organisé par la Banque mondiale en avril 2014 portant sur l'information des risques de catastrophes aux Caraïbes a été l'occasion pour des experts techniques nationaux et régionaux de discuter et de partager les évaluations, les processus, les conclusions et les leçons tirées suite aux catastrophes naturelles qui ont frappé Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines (https://www.youtube.com/watch?v=bsh5_gduilw). Lors de la préparation de ces deux évaluations, les équipes de la Banque mondiale se sont mises en relation avec la délégation de l'Union européenne à la Barbade et avec d'autres partenaires de développement, tels que le PNUD, la BDC et le DfID. Des liens ont été

¹⁶ Un classement qui indique que les capacités nationales d'intervention d'urgence et de relèvement ne sont pas dépassés, mais qu'ils sont limités et que l'aide régionale et / ou extérieure spécialisée a été demandé.

noués avec ces partenaires régionaux afin de veiller au partage des connaissances et des méthodes de travail, et de faciliter dans une certaine mesure le renforcement des capacités tout au long du processus. Plus précisément, les PDNA dirigées par le PNUD qui ont suivi ont été étayées par les conclusions des deux évaluations.

Iles Salomon : Évaluation rapide des répercussions macro et sectorielles des crues soudaines

Après les graves inondations survenues dans les îles Salomon en avril 2014, le Gouvernement des îles Salomon (GIS) a déclaré zones sinistrées la ville d'Honiara et la province de Guadalcanal le 4 avril 2014. Le 5 avril, le GIS a sollicité une assistance internationale d'urgence pour contribuer aux efforts de secours en réponse à cet événement exceptionnel. Le 17 avril 2014, le GIS a demandé à la Banque mondiale d'assumer le rôle de chef de file pour coordonner les partenaires dans une évaluation rapide des répercussions macro et sectorielles des inondations. L'évaluation a débuté le 28 avril 2014 et a sollicité la participation de représentants du GIS, de la BAD, d'UNICEF, de la FAO et de la Banque mondiale, ainsi que l'étroite collaboration avec les Gouvernements d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Grâce à une coopération mondiale et régionale, l'évaluation, coordonnée par le GIS et la Banque mondiale avec des partenaires clés, y compris la délégation de l'Union européenne, présente la synthèse des coûts estimés de relèvement et de reconstruction, évalués à 56,02 millions de dollars (SBD 401 millions). Sur ce montant, 14,59 millions de dollars (SBD 99 millions) sont requis à court terme (trois à six mois), les activités restantes étant à échéance à moyen et long termes (au-delà de six mois), en s'accompagnant d'initiatives «

Iles Salomon

\$ 56

millions de dollars, coûts estimés de relèvement et de reconstruction

Malawi

\$ 80

millions de dollars, financé par la Banque mondiale

reconstruire mais en mieux ». Le rapport d'évaluation a été lancé en octobre 2014 et peut être consulté à l'adresse <https://goo.gl/UgsKnj>.

Malawi : Évaluation des besoins post-catastrophe suite aux inondations

Suite aux inondations dévastatrices en début d'année, le 28 janvier 2015 le Gouvernement du Malawi (GdM) a demandé une assistance technique en vue de fournir un soutien immédiat à l'élaboration d'une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA), suivie d'un cadre de relèvement et de reconstruction. Les précipitations saisonnières de janvier 2015 ont été les plus élevées à avoir jamais été enregistrées pour le Malawi et ont provoqué d'importantes inondations, principalement dans le sud du pays : 1,1 million de personnes ont été sinistrées, 336 000 déplacées et 106 y ont perdu la vie. D'après la PDNA dont le soutien financier a été apporté par le programme ACP-UE NDRR, les estimations des dommages et des pertes s'élèvent à 335 millions de dollars (soit l'équivalent d'environ de 5 % du PIB), et les besoins de relèvement et de reconstruction à 495 millions de dollars. Le GdM a chargé le Département des Affaires de gestion des catastrophes (DAGC) de diriger l'élaboration et la coordination d'un cadre programmatique multisectoriel d'interventions de relèvement. La PDNA a contribué à mettre à profit un projet de relèvement d'urgence en cas d'inondation de 80 millions de dollars, financé par la Banque mondiale. Ce projet multisectoriel, qui prend en charge à la fois des interventions à court, moyen et long termes, a pour objectifs de rétablir de manière durable les moyens de subsistance, de reconstruire les infrastructures publiques essentielles selon des niveaux de qualité améliorés dans les districts sinistrés par les inondations, ainsi que d'améliorer



Inondations Malawi , 2015 - Les villageois se précipitent vers un bateau de l'armée parmi les milliers qui ont été évacués . Crédit-photo : UNICEF

les capacités d'intervention et de relèvement du GdM en cas de catastrophe. Le rapport a été publié en juin 2015 et est disponible à <https://goo.GL/cpOn94> .

Une assistance technique financée par le programme ACP-UE NDRR (au titre du même projet que celui susvisé) contribue également à éclairer le cadre de relèvement, en utilisant les lignes directrices du Cadre du relèvement post-catastrophe, élaboré conjointement par l'Union européenne, le PNUD, la Banque mondiale et GFDRR. Les activités s'attachent à aider le GdM et le DAGC à développer un cadre de relèvement post-catastrophe comme suit : (i) en définissant et alignant les visions nationales et sectorielles en matière de relèvement, les principes directeurs et les priorités sur des objectifs de long terme ; et (ii) en établissant un cadre multisectoriel programmé et priorisé des interventions de relèvement. Le Cadre du relèvement post-catastrophe aura pour fonction d'éclairer les interventions soutenues par des partenaires externes.

Mozambique : Évaluation rapide axée sur la gestion des risques d'inondation

Le Mozambique a subi dans la province de Zambezia des inondations étendues qui ont commencé le 12 janvier 2015. Celles-ci se sont propagées aux provinces voisines de Nampula et de Niassa. Les données officielles font part de 157 000 personnes sinistrées suite aux inondations (125 000 à Zambezia, 12 000 à Niassa et 20 000 à Nampula), et indiquent 158 décès (dont 134 dans la province de Zambezia). Près de 2 000 salles de classe (dont 381 fabriquées dans des matériaux de construction traditionnels) ont été endommagées. Le Gouvernement du Mozambique (GdM) a déposé

une demande de soutien en février 2015 pour faire une évaluation rapide, à laquelle la Banque mondiale, les Nations Unies et l'Union Européenne ont répondu positivement. Une mission soutenue par le programme ACP-UE NDRR s'est déroulée du 3 au 13 mars 2015. Les objectifs en étaient les suivants : (i) évaluer l'impact de ces inondations sur la population et les infrastructures ; (ii) apporter des conseils au gouvernement pour traiter l'impact de ces inondations, gérer les interventions de court à moyen termes, et identifier les zones nécessitant un appui et des conseils pour le suivi ; (iii) en fonction de la disponibilité des fonds, identifier le soutien financier nécessaire pour prendre en charge les interventions de réponse et de relèvement après les inondations, consistant en la réaffectation potentielle de fonds provenant de projets en cours, en un financement supplémentaire et en l'octroi de subventions, et (iv) élaborer et convenir avec le gouvernement des diverses étapes à suivre pour parvenir à un complet relèvement après les inondations et renforcer la résilience aux catastrophes à long terme dans les trois provinces sinistrées.

Les dommages estimés sont de l'ordre de 213 millions de dollars, soit 1,3 % du PIB. Le montant total des priorités recommandées en termes de relèvement et de reconstruction s'élève à 464 millions de dollars, dont 281 millions de dollars sont destinés aux routes et ponts, 67 millions de dollars à l'approvisionnement en eau potable, 46 millions de dollars à l'agriculture et la pêche, 14,5 millions de dollars à l'énergie et 12,6 millions de dollars à la construction de digues.

Le GdM, avec l'appui de la Banque mondiale, est en cours de préparation d'un projet IDA de relèvement d'urgence de 40 millions de dollars pour réhabiliter de manière résiliente les infrastructures essentielles dans les provinces sinistrées et pour améliorer les

Mozambique — sur base des recommandations de l'évaluation, subvention GFDRR

\$2.5

million de dollars pour un renforcement des capacités de GRC et un projet sur les « Ecoles plus sûres »

capacités du gouvernement mozambicain à répondre vite et efficacement à une urgence ou à toute autre crise. Le projet s'attache à la réhabilitation et à la reconstruction des salles de classes (avec une approche « d'école plus sûre »), des digues (avec une approche de gestion des inondations par bassin versant) et des schémas d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation.

En parallèle, des ressources provenant de GFDRR ont été allouées pour appuyer le GdM dans deux domaines spécifiques : une subvention de 1 million a été dédiée au renforcement des capacités de GRC de l'Institut National de Gestion des Catastrophes, et une subvention de 1.5 million a été allouée pour un projet sur les « Ecoles plus sûres ». Ces projets vont jouer un rôle clé de complémentarité dans la phase de relèvement et de reconstruction en fournissant de l'assistance technique ainsi que de l'appui à l'analyse et à la planification pour la reconstruction et la construction d'une résilience de long terme.

Cap Vert : PDNA suite à l'éruption volcanique de Pico de Fogo

L'éruption du volcan Pico de Fogo a commencé le 23 novembre 2014 et s'est poursuivie jusqu'au 8 février 2015. Quand l'éruption s'est terminée, de la lave recouvrait une superficie de quelque 520 ha, avec un mur de lave de près de 8 m de haut en moyenne. Bien qu'aucun décès n'ait été signalé, au total 260 maisons ont été détruites ainsi que des infrastructures publiques telles que des écoles, deux hôtels, un centre de santé, 5,7 km de routes, 2 églises et le centre d'accueil du parc naturel de Fogo. Suite aux secours humanitaires,

le Gouvernement du Cap Vert (GdCV) a demandé en mars 2015 le soutien de l'Union Européenne, des Nations Unies et de la Banque mondiale pour réaliser une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA).

Le montant total des effets (dommages et pertes socioéconomiques) a été estimé à 30,9 millions de dollars. Les effets de la catastrophe se sont concentrés sur les secteurs de production, puis sur les secteurs sociaux (27 % du total), avec les impacts majeurs qu'ils ont pu avoir sur les moyens de subsistance des populations sinistrées. La valeur estimée de la destruction d'actifs et de la perturbation des flux de production représente 2 % environ du PIB du pays. L'évaluation a isolé les besoins de relèvement essentiels du pays, et notamment en matière de restauration des moyens de subsistance, des services et des systèmes sociaux tout en répondant aussi aux besoins de réhabilitation, de reconstruction et d'amélioration des infrastructures publiques et privées. Les ressources financières nécessaires pour parvenir au relèvement post-catastrophe ont été estimées à 37 millions de dollars. Le gouvernement a mis en place un fonds de relèvement qui est financé par une hausse provisoire de 0,5 % de la TVA. Ce fonds comportera et déboursa aussi des fonds reçus de bailleurs de fonds pour le relèvement et la reconstruction. La réhabilitation de logements provisoires a commencé, ainsi que la construction de maisons neuves sur un nouvel emplacement pour les familles qui ont perdu leur maison dans la coulée de lave. Le gouvernement s'attend à ce que les recommandations orientent l'emploi des fonds à partir du fonds de relèvement pour les efforts de relèvement à moyen et long termes.

De plus, le GdCV a entamé des échanges avec la Banque mondiale pour être le pays pilote pour l'application d'un nouvel instrument innovant connu sous le terme d'« Echange de Dette contre Résilience ». Cet échange servira de mécanisme de financement pour réduire l'encours et le coût de la dette extérieure en échange de réformes ciblées sur l'augmentation de la résilience face au changement climatique et sur l'amélioration des compétences en matière de gestion des impacts des catastrophes naturelles et du changement climatique. Cette proposition de financement viendrait compléter le prêt pour la politique de développement (DPL) qui autorise la réduction et la restructuration de la

dette tout en créant un espace budgétaire pour les investissements dans la croissance, la protection et la résilience. Le rapport final de l'évaluation sera disponible à l'automne 2015.

Vanuatu : PDNA après le cyclone tropical Pam

Suite à une demande officielle de la part du Gouvernement du Vanuatu (GdV), la Banque mondiale et le GFDRR, en coordination avec l'Union européenne et les Nations unies, ont apporté leur soutien à la réalisation de l'évaluation des besoins **(PDNA) suite au passage du cyclone tropical Pam**. L'évaluation visait à (i) évaluer l'impact socio-économique du cyclone tropical Pam, y compris en quantifiant les dommages et les pertes subis dans les secteurs vitaux de l'économie, (ii) identifier les besoins prioritaires pour les secteurs vitaux de l'économie, en mettant particulièrement l'accent sur des activités de relèvement et de reconstruction résilientes, avec des coûts indicatifs dans la mesure du possible, (iii) relever les lacunes et les besoins éventuels de financement ; et iv) faire le bilan de l'actuelle capacité de gestion des risques après une catastrophe, et proposer une stratégie étayée de mesures visant à réduire les risques et à faire en sorte que tout relèvement soit résilient aux catastrophes.

L'évaluation a conclu que la valeur économique totale des effets causés par le cyclone tropical Pam était estimée à 390 millions de dollars environ. Cela correspond à 47 % du PIB du Vanuatu, ce qui donne une indication de l'échelle de l'impact de la catastrophe. Les secteurs les plus sinistrés ont été le secteur du logement (40 % des coûts des dommages), suivi de l'éducation (17 %) puis des transports (13 %). En revanche, on s'attend à ce que les secteurs les plus atteints par les pertes économiques soient ceux de l'agriculture et du

tourisme, qui sont estimés représenter 33 % du total des pertes pour le premier et 26 % pour le deuxième. En outre, le secteur de l'environnement a subi des pertes importantes au niveau des services écosystémiques, même si celles-ci ne sont pas comptabilisées dans les impacts sur le PIB. On estime le total des besoins de relèvement et de reconstruction à 268,4 millions de dollars. Sur ce montant, 55,3 millions de dollars sont nécessaires à court terme (au cours des douze premiers mois), alors que le reste des activités sont tournées vers le moyen terme (douze mois). Le rapport de l'évaluation est disponible à sur la page : <https://goo.gl/IMXDTk>.

Cette évaluation des besoins post-catastrophe a permis au GdV d'avoir accès à des ressources financières, incluant des fonds du Volet de crise de l'IDA pour financer la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures, l'appui au secteur privé et le renforcement de la GRC. Elle a aussi favorisé une levée de fonds additionnels à hauteur de 164 millions de dollars dont 84 millions provenant d'un financement conjoint IDA/IFC pour le relèvement suite au cyclone tropical PAM, 12 millions mobilisés par la BASD et 68 par les donateurs bilatéraux.

Par ailleurs, le cyclone tropical Pam a déclenché une **indemnisation au GdV de 1,9 million de dollars au titre de l'assurance** dans le cadre du projet pilote de mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophes du Pacifique. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique (PCRAFI) prise en charge par le programme ACP-UE NDRR. Cette indemnisation a permis d'effectuer une injection rapide de liquidités dans le budget national du Vanuatu.

Valeur économique totale des effets causés par le cyclone tropical Pam

\$390

millions de dollars, ou 47 % du PIB du Vanuatu





Les étudiants de Rensarie College , l'île de Mallicolo , reviennent de l'école .
Crédit photo : Tom Perry / World Bank

A group of African school children standing outdoors, with a large white number 4 in the top right corner.

4

Renforcement de la coordination régionale de gestion des risques de catastrophes en Afrique

Au mois d'août 2014, la Banque mondiale a signé un engagement avec l'UE de 24 millions de dollars (20 millions d'Euros) en vue d'appuyer les activités de gestion des risques de catastrophes en Afrique. Ce financement fait partie du programme de coopération ACP-UE « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique Sub-Saharienne » financé par le 10^{ème} FED (Fonds Européen de Développement) et mis en œuvre par des organisations partenaires, notamment la Banque Africaine de Développement (BAfD), la Commission de l'Union Africaine (CUA), le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (ONU-SIPC) et la Banque mondiale/GFDRR, chacune ayant la responsabilité d'un « résultat¹⁷ ». Son champ d'action comprend l'atténuation des impacts potentiels du changement climatique afin de réduire la pauvreté et de promouvoir le développement durable.

Un des deux résultats gérés par la Banque mondiale/GFDRR, le « Résultat 2 » ou « R2 » a pour objectifs de : (i) renforcer les capacités de coordination des Communautés Economiques Régionales Africaines (CER) et (ii) les soutenir dans le développement de capacités en matière de conseil à la planification et aux politiques afin de leur permettre d'appuyer leurs Etats membres et les programmes régionaux et sous-régionaux de GRC.

Les universités africaines, les centres de recherche, les autorités de bassins et les institutions techniques sont aussi impliqués dans cet effort.

Les CER participant à ce programme sont: la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), et la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC). Forts de leur engagement, les gouvernements africains, les décideurs et les communautés de pratique vont pouvoir tirer parti d'une expertise supplémentaire, de connaissances techniques et des meilleures pratiques opérationnelles venant d'un large éventail de partenaires.

Les activités ont été lancées en septembre 2014 à Bruxelles par un atelier préparatoire lors d'une journée tournée vers le partenariat. Tout au long de la période couvrant ce rapport, la GFDRR et l'équipe GRC Afrique de la Banque mondiale ont travaillé en étroite collaboration avec chaque CER afin de finaliser les plans de travail et d'identifier les domaines de coopération. En date du 30 juin 2015 deux projets sont opérationnels (la CEEAC et la CEDEAO) sur les quatre prévus. Ces projets visent particulièrement le dialogue politique, la gestion des inondations, la gestion des risques, la préparation et le renforcement de capacités.

¹⁷ R1 – Poursuite du programme d'action pour la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie régionale Afrique de prévention des risques de catastrophes. Mis en œuvre par la CUA et l'UNISDR.

R2 – Les Communautés Economiques Régionales Africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique afin d'appuyer leurs Etats membres respectifs et les programmes régionaux et sous régionaux. Mis en œuvre par la GFDRR.

R3 – Les capacités de base des Centres Climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services de météo et du climat des agences de prévention des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. Mis en œuvre par la BAfD.

R4 – Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. Mis en œuvre par l'UNISDR.

R5 – Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socio-économiques budgétaires et financiers des catastrophes. Mis en œuvre par la GFDRR.

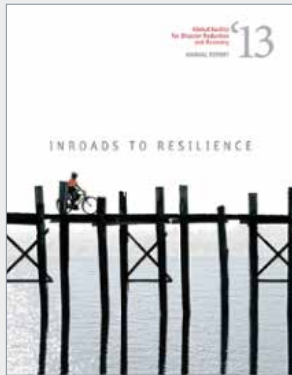


5

Annexes

Annexe 1 – Communication et visibilité

Publications et rapports



Le rapport annuel 2013 de la GFDRR a été publié au début du mois de février 2014. 2013 a été une année jalon pour la GFDRR, avec le renforcement de la stratégie et de la structure de la GFDRR, notamment de son programme de suivi et d'évaluation, en enregistrant des résultats solides au niveau de plusieurs axes d'action. Le rapport souligne les activités de partage des opérations et des connaissances de la Facilité qui se sont déroulées au cours du dernier exercice et comporte un encart spécial de 2 pages sur le programme ACP-UE NDRR (pp. 32-33). Lien vers le rapport : <https://goo.gl/2aq10r>



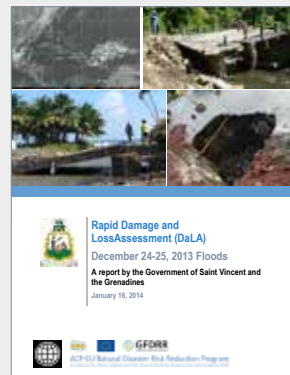
Le rapport annuel 2014 de la GFDRR « Bringing Resilience to Scale » met en évidence les progrès et les résultats réalisés par rapport au plan de travail

de la GFDRR entre juillet 2013 et juin 2014. Il est organisé en fonction de ses cinq piliers d'action : identification des risques, prévention des risques, préparation aux catastrophes, protection financière et relèvement résilient. Ce rapport revient en plus sur les initiatives de gestion des risques de catastrophe les plus réussies, et présente le rôle que des partenariats jouent à rendre le travail de la GFDRR possible aux niveaux local, national et mondial de l'organisation. Il comporte une rubrique spéciale sur le Programme ACP-UE NDRR (p. 77). Lien vers le rapport : <https://goo.gl/XUEJ6N>

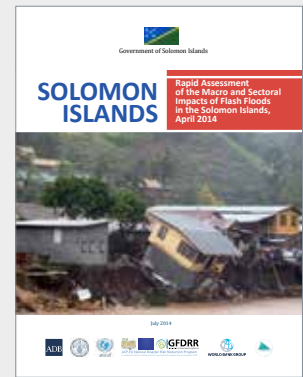


Évaluation rapide des dommages et des pertes **Burundi 2014** À la demande du Gouvernement du Burundi (GdB), une mission d'évaluation rapide, cofinancée par le programme ACP-UE NDRR, a eu lieu en mars 2014, dirigée par le GdB et soutenue par l'Union européenne, les Nations Unies et la Banque mondiale. Le rapport d'évaluation, qui a été publié à la mi-avril, se concentre principalement sur les questions d'urbanisme, d'eau et d'assainissement et de transport routier. Des recommandations à court,

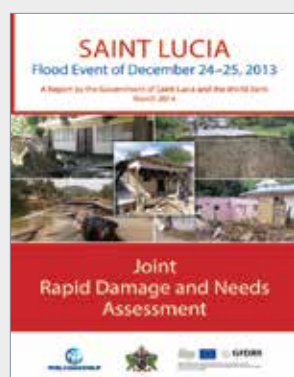
moyen et long termes ont été avancées, dans le but d'accroître la résilience du pays et de faire progresser la mise en œuvre des stratégies définies par le GdB en ce qui concerne le développement des infrastructures et la gestion des risques de catastrophes (systèmes de drainage, document d'urbanisme, plans locaux de développement, stratégie nationale pour la prévention des risques de catastrophes et programme d'action national aux fins de l'adaptation). Lien vers le rapport (en français): <https://goo.gl/We6IF6>



Évaluation rapide des dommages et des pertes **à Saint-Vincent-et-les-Grenadines (DaLA)** Ce rapport présente une évaluation rapide financée par le programme ACP-UE NDRR des dommages et des pertes dans les secteurs touchés par les pluies torrentielles de décembre 2013, en mettant particulièrement l'accent sur les dégâts subis par les infrastructures afin d'éclairer les plans de relèvement, de reconstruction et financiers du GdSVG. Lien vers le rapport : <https://goo.gl/qMNp5k>



Évaluation rapide des répercussions macro et sectorielles des crues soudaines survenues aux îles Salomon Une dépression tropicale se déplaçant lentement a provoqué d'importantes précipitations persistantes aux îles Salomon entre le 1er et 4 avril 2014. La valeur économique totale des répercussions de ces inondations est évaluée à 107,8 millions de dollars, soit l'équivalent de 9,2 % du PIB. Les secteurs qui ont subi le plus de dommages ont été ceux du logement (56 %) et des transports (23 %), et les plus lourdes pertes économiques devraient se trouver dans le secteur minier (50 %) et le secteur de l'agriculture (31 %). L'évaluation a été préparée avec le soutien financier du programme ACP-UE NDRR. Lien vers le rapport : goo.gl/UgsKnj

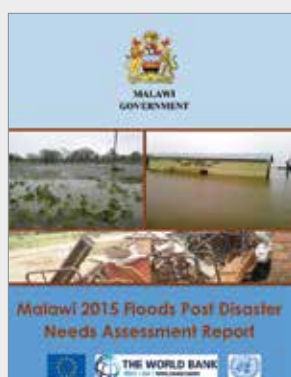


Évaluation conjointe rapide des dégâts et des besoins de Sainte-Lucie

Les 24 et 25 décembre 2013, à une période de l'année en-dehors de la saison normale des ouragans, un creux dépressionnaire tropical s'est abattu sur Sainte-Lucie, produisant des précipitations exceptionnellement fortes, d'une intensité qui n'avait jamais été relevée jusque-là dans la partie sud de l'île. Les infrastructures de l'île ont subi de graves dégâts, surtout dans les domaines des transports, de l'eau et du logement, les pires se trouvant au sud. D'après une évaluation initiale des répercussions de chaque secteur concerné (réalisée avec le financement du programme ACP-UE NDRR), l'événement de crue a provoqué des dommages et des pertes de 99,88 millions de dollars, l'équivalent de 8,3 % du produit intérieur brut de Sainte-Lucie. Lien vers le rapport : <http://goo.gl/xtDMnC>

Évaluation des besoins post-catastrophe au Malawi suite aux inondations en 2015

Les inondations importantes que le Malawi a subies en janvier 2015 ont été terriblement dévastatrices en termes de couverture géographique, de gravité des dommages et d'étendue des pertes : elles ont constitué ce qu'on appelle un événement qui se répète tous les 500 ans. On estime que 1,1 million de personnes ont



été touchées par ce sinistre, 260 000 déplacées, 106 y ont perdu la vie et 172 ont été portées disparues. D'après les constats de la PDNA, les effets de la catastrophe s'élèvent au total à quelque 335 millions de dollars (soit près de 5 % du PIB), et les besoins de relèvement et de reconstruction se chiffrent à 494 millions de dollars. Hormis les logements privés, le secteur des transports est celui qui présente les plus gros besoins de relèvement (avec 32 %), suivi par l'agriculture (à 16 %) et l'eau et l'assainissement (à 13 %). Le rapport présente les principes directeurs pour la reconstruction et décrit l'impact macroéconomique des inondations, ainsi que les effets sociaux et environnementaux de la catastrophe. Lien vers le rapport : <https://goo.gl/cp0n94>

Évaluation des besoins post-catastrophe du Vanuatu après le cyclone tropical Pam, mars 2015

Le vaste exercice de la PDNA a été réalisé sur une période de trois semaines de travail intensif. Le rapport indique que la valeur économique totale des effets causés par le cyclone tropical Pam est estimée à 449,4 millions de dollars. On estime que les pertes vont faire baisser la croissance du PIB de 5,5 % par rapport aux prévisions pré-cycloniques de 2015, réduisant le taux de

croissance pour le porter à -0,9 %, ce qui représente un net ralentissement de l'économie du Vanuatu pour l'année 2015. Le cyclone a aussi gravement nui aux moyens de subsistance de plus de 40 000 ménages, limitant sévèrement leurs capacités à générer des revenus et entraînant des pertes de leurs revenus, tout en causant des dommages ou la destruction d'infrastructures communautaires. Pour permettre un relèvement résilient, une feuille de route détaillée et des programmes sont en cours d'élaboration pour les secteurs où des options de financement ont été clairement relevées. Le rapport suggère que la première étape pour renforcer la résilience aux catastrophes à long terme consiste à dresser le bilan complet des dispositions de gestion des risques de catastrophe qui existent pour couvrir des aspects tels que la préparation aux catastrophes, les interventions en cas de catastrophe et les questions d'alerte précoce, et ce à tous les niveaux du gouvernement, du secteur privé et des communautés. Lien vers le rapport : <https://goo.gl/IMXDTk>



Récits d'impacts

Cette série innovante de sensibilisation mettant en relief les résultats des initiatives de gestion des risques de catastrophes comporte sept projets financés par le programme ACP-UE NDRR au cours de l'exercice visé.



Prévention des risques de catastrophes à base communautaire au Niger

Dans le Sahel, la transition climatique et géographique vers le désert du Sahara crée des aléas considérables et imprévisibles en termes de rareté de l'eau et de sécheresse. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles entrave le relèvement des communautés vulnérables, les nouvelles crises aggravant les effets persistants des précédentes. Pour aider à atténuer ces risques et d'autres aléas, le Groupe de la Banque mondiale, avec l'appui du programme ACP-UE NDRR, a financé un projet de près de 1 million de dollars de prévention des risques de catastrophes au Niger, en vue de renforcer les capacités des communautés locales en matière d'alerte précoce et de réponse d'urgence. Lien vers le récit d'impacts :

EN: <https://goo.gl/P5E9P1>
FR: <http://goo.gl/5DyYjD>



Évaluation des besoins post-catastrophe au Nigeria

Des précipitations record et des inondations généralisées se sont abattues à la mi-2012 sur la République fédérale du Nigeria, entraînant des pertes sans précédent en vies humaines et en productivité. Devant l'ampleur et la gravité des dégâts, le Gouvernement du Nigeria a mobilisé des partenaires clés en vue de réaliser une évaluation complète des besoins post-catastrophe. Dans le cadre du programme ACP-UE NDRR, l'évaluation a dressé une analyse approfondie des répercussions sociales et économiques des inondations, et a présenté le cadre indispensable pour déployer la réponse d'urgence et les efforts en matière de relèvement. Lien vers le récit d'impacts : EN: <https://goo.gl/m03W5Y> FR: <http://goo.gl/TydlZX>



Les parties prenantes s'organisent pour renforcer la résilience au changement climatique à Belize Face à l'incidence croissante des catastrophes liées au changement climatique, le Gouvernement du Belize a sollicité la capacité de résilience et le leadership technique du développement économique et social avec la mise en place d'un plan national qui s'applique à tous les secteurs de l'économie. Ce plan, fortement participatif, est donc l'élaboration d'un cadre stratégique de gestion des risques de catastrophes, qui intègre la résilience au changement climatique et la gestion des risques de catastrophes dans tous les aspects de la planification du développement et vise à assurer une croissance durable dans tout le pays.

Gouvernement du Belize s'efforce d'améliorer sa capacité de résilience en changeant l'approche nationale du développement économique et social avec la mise en place d'un plan national qui s'applique à tous les secteurs de l'économie. La subvention de 1 million de dollars du programme ACP-UE NDRR a permis de mobiliser un projet de la Banque mondiale de 30 millions de dollars et d'aboutir au développement du NCRIP (Plan national d'investissement pour la résilience au changement climatique) dont le montant atteint 520 millions de dollars. Lien vers le récit d'impacts : EN: <https://goo.gl/008FiC> FR: <http://goo.gl/dczN6h>



Renforcer la résilience financière dans le Pacifique

La région des îles du Pacifique est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles et aux aléas liés au changement climatique. Dans certains pays, ils représentent jusqu'à 6,6 % du produit intérieur brut (PIB) en moyenne chaque année. En réponse à des demandes émanant de 15 pays, l'Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique (PCRAFI) a été créée afin d'aider à atténuer les risques liés aux catastrophes et au changement climatique. Dans le cadre de cette initiative, le premier projet régional pilote de mécanisme d'assurance contre les risques de catastrophes a été mis en place. Il apporte une aide significative à la réponse

post-catastrophe dans les îles Marshall, Samoa, Salomon, Vanuatu, Cook et Tonga - le premier pays à avoir reçu un versement pour le relèvement suite aux ravages provoqués par le Cyclone Ian de janvier 2014. Lien vers le récit d'impacts : EN: <https://goo.gl/5Wtir4> FR: <http://goo.gl/qgbC8C>



Un relèvement axé sur la résilience aux Samoa après le cyclone Evan À la suite du puissant cyclone tropical Evan qui a balayé l'île de Samoa en juillet 2012, la Banque mondiale et la GFDRR, appuyées par un financement du programme ACP-UE NDRR, ont lancé un programme exhaustif de relèvement et de reconstruction destiné à renforcer la résilience du pays dans les secteurs de l'agriculture et des transports, ainsi que la capacité financière du pays afin qu'il puisse gérer de futurs chocs liés à des catastrophes naturelles. Lien vers le récit d'impacts : EN: <https://goo.gl/tRw2xs> FR: <http://goo.gl/K2leSb>

Reconstruire en mieux au Tonga après le cyclone Ian

Après que le cyclone tropical Ian ait balayé en 2014 ce pays insulaire du Pacifique, le Gouvernement du Tonga, la Banque mondiale et la GFDRR, appuyés par un financement du programme ACP-UE NDRR, ont œuvré à la réalisation rapide d'une évaluation des dommages et à la mise en œuvre d'un programme de relèvement visant à renforcer la



Reconstruire en mieux au Tonga après le cyclone Ian Le gouvernement, la Banque mondiale et la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophe et le relèvement (GFDRR) ont lancé un financement du Programme Afrique Caraïbes et Pacifique - Union Européenne pour la prévention des risques de catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR) en vue de la réalisation rapide d'une évaluation des dommages et à la mise en œuvre d'un programme de relèvement et de reconstruction destiné à renforcer la résilience dans les secteurs du logement et des infrastructures de transport aux futurs effets des aléas naturels.

Affronter les futures tempêtes aux Seychelles

Lorsque plusieurs îles des Seychelles ont été frappées par les pluies torrentielles du cyclone tropical Felleng en janvier 2013, le Gouvernement des Seychelles (GdS), appuyé par la Banque mondiale et le programme ACP-UE NDRR, a organisé une évaluation des dommages et fait en sorte que les efforts mis en œuvre pour le relèvement permettent d'atténuer les effets des aléas naturels futurs. Le GdS a élaboré des initiatives de développement résilient aux catastrophes pour le court, moyen et long terme, qui bénéficieront à 87 000 personnes et permettront la remise en état et la protection contre les catastrophes de 500 km de routes. L'évaluation des dommages et des pertes



(DaLA) a servi de fondation pour la création de la première ligne de crédit conditionnelle liée à une catastrophe en Afrique subsaharienne, financée par la Banque mondiale. Ce mécanisme de financement permet au gouvernement de disposer de liquidités à hauteur de 7 millions de dollars immédiatement après une catastrophe de grande ampleur. Lien vers le récit d'impacts : EN: <https://goo.gl/csOu6R> FR: <http://goo.gl/WKIW7C>



La brochure du programme ACP-UE NDRR, publiée en anglais et en français, donne un aperçu des objectifs du programme et de certaines de ses réalisations. Lien vers la brochure : <http://goo.gl/QFpfII>



Investir dans la résilience (Sendai 2015) Publié à l'occasion de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, qui s'est tenue à Sendai en mars, le rapport intitulé "Investing in Resilience" souligne le fait que c'est par des investissements dans la

résilience que nous pouvons mieux gérer les risques présentés par le climat et les catastrophes, pour contribuer à éradiquer l'extrême pauvreté

et à stimuler la prospérité partagée. Le Programme ACP-UE NDRR est mis en avant comme exemple de partenariat réussi, attestant d'une

collaboration efficace autour du Cadre d'action de Hyogo. Lien vers le rapport : <https://goo.gl/YRopAe>

Articles et Blogs



La Banque mondiale se prépare à aider les îles Salomon en matière de résilience aux catastrophes avec le Projet CRISP de résilience de la communauté aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles.

Le projet CRISP a été lancé officiellement le 30 octobre 2014 à Honiara, aux îles Salomon. L'objectif du CRISP, qui a été approuvé en décembre 2013, est d'augmenter la capacité de résilience de communautés sélectionnées aux répercussions du changement climatique et des aléas naturels. L'appui à CRISP de 2 millions de dollars apporté par le Programme ACP-UE NDRR relève d'un cofinancement qui s'inscrit dans le cadre d'un projet GEF de plus grande ampleur mobilisant des fonds à hauteur de 7,31 millions de dollars. Le lancement de CRISP a fait l'objet d'une certaine couverture médiatique, reconnaissant le soutien du financement ACP-UE NDRR. Voir les liens : <http://goo.gl/2rdvTE> <http://goo.gl/oyKosq>

Amélioration de la résilience aux catastrophes le long du couloir routier de Dili à Ainaro grâce au Gouvernement du Timor-Leste et à la Banque mondiale Le Gouvernement du Timor-Leste et la Banque mondiale ont signé le 6 février 2015 un accord de subvention de 2,7 millions de dollars qui servira à financer le Projet de gestion des risques de catastrophes à base communautaire, lors d'une cérémonie en présence du ministre de la Solidarité sociale,



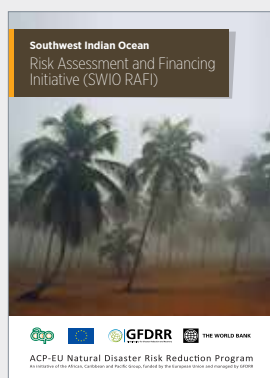
de l'ambassadeur du Japon, du directeur pays du PNUD, du chef de la délégation de l'Union européenne, et du représentant pays de la Banque mondiale. Le financement de l'Union européenne par l'intermédiaire du programme ACP-UE NDRR a permis de réaliser des évaluations des risques d'aléas le long du couloir routier de Dili à Ainaro, ainsi que des lignes directrices de gestion des risques de catastrophes à base communautaire, qui guideront la mise en œuvre du projet pour l'avenir. Pour lire l'article complet : <http://goo.gl/1s01r5>



La résilience par le biais de financement innovant dans le Pacifique Pour les petits États insulaires, la résilience au changement climatique et aux catastrophes est loin de se limiter à une simple mesure de sauvegarde budgétaire : il s'agit d'un impératif économique.

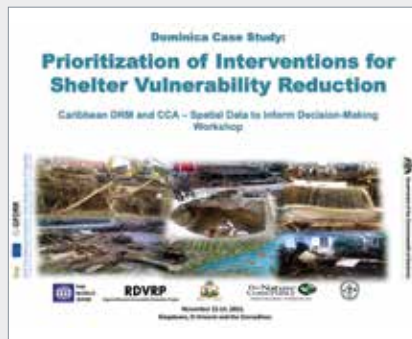
Pour renforcer la résilience pour les pays insulaires du Pacifique (PIC), la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) élabore des initiatives ciblées visant à renforcer la préparation et les interventions en cas de catastrophes, notamment par le biais d'instruments novateurs de protection financière. L'initiative PCRAFI est rendue possible grâce aux efforts collectifs du programme de Financement et Assurance des Risques de Désastres Naturels (DRFI) du Groupe de la Banque mondiale, du Secrétariat de la Communauté du Pacifique, du Gouvernement du Japon, de la GFDRR et du Programme ACP-UE NDRR. Lien vers l'article : <https://goo.gl/rMb2Im>.

Lancement de projets



Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI) L'initiative SWIO RAFI vise à remédier à la forte vulnérabilité des États insulaires du sud-ouest de l'océan Indien aux pertes liées à des catastrophes naturelles (cyclones, inondations, tremblements de terre et tsunamis). L'initiative est mise en œuvre avec le soutien financier du programme ACP-UE NDRR. Une brochure concernant SWIO RAFI a été publiée : <https://goo.gl/hBQGL1>

Renforcement des capacités



Gestion des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique des Caraïbes : Données pour l'atelier de prise de décision (Kingstown, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, 12-14 novembre 2013)

Le Gouvernement de

Saint-Vincent-et-les-Grenadines a organisé un atelier à Kingstown du 12 au 14 novembre 2013 dans le cadre d'activités nationales et régionales de partage et de gestion des données, et du recours à l'intégration de données spatiales dans les processus de prise de décision. Des représentants d'organismes gouvernementaux (Saint-Vincent, Saint-Lucie, Belize, Saint-Kitts-et-Nevis, la Grenade, la Dominique, Guyana et Antigua-et-Barbuda) et d'organisations régionales (Banque de développement des Caraïbes, le PNUD Caraïbes, l'Organisation des États de la Caraïbe orientale et l'université des Indes occidentales) ont participé à l'atelier. L'objectif de ce dernier était de partager l'expérience régionale, de renforcer les capacités pour créer des outils qui prennent en charge la collecte, le traitement, la visualisation et l'analyse des données spatiales, et d'améliorer la coordination entre les organismes et les pays de la région en développant un réseau de soutien. La priorisation des interventions pour la réduction de la

vulnérabilité des abris à la Dominique, activité également financée par le programme ACP-UE NDRR, a été présentée lors de l'atelier. Lien vers la présentation : <http://goo.gl/wcf33C>

Événements de sensibilisation



Renforcement des systèmes d'information et de sensibilisation à l'adaptation des terres côtières du Guyana

L'atelier du projet d'adaptation à la conservation de la nature (CAP) s'est

tenu au Guyana le 7 mars 2014, organisé par le ministère de l'Agriculture du Guyana avec la Banque mondiale. L'atelier du CAP, la publication des résultats du projet (« Gestion des risques d'inondation au Guyana »), et la production d'une animation vidéo (<https://goo.gl/dNLSB9>) ont été cofinancés par le programme ACP-UE NDRR, dans le cadre du projet « Renforcement des systèmes d'information et de sensibilisation à l'adaptation des terres côtières du Guyana », qui vise à mettre en œuvre une stratégie de communication pour le CAP et à renforcer les systèmes d'information du Guyana sur les terres côtières. Le projet vise également à renforcer le niveau de coordination entre les parties prenantes au sein du Gouvernement du Guyana et la communauté des bailleurs de fonds, en vue d'élaborer une stratégie de contrôle des crues qui soit plus complète pour, au bout du compte, réduire la vulnérabilité du Guyana aux effets catastrophiques liés aux inondations.

Appui à la 5e plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophes : La contribution de l'Afrique au cadre post-2015 pour la PRC a été élaborée, sous l'égide de la

Commission de l'Union africaine, au travers de toute une série de consultations aux niveaux national, sous-régional et régional. Le résultat de cette démarche, intitulé Document de travail de l'Afrique au cadre post-2015 pour la PRC, a été discuté lors de la cinquième Plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophe (AfRP) qui s'est déroulée à Abuja, au Nigeria, du 13 au 16 mai 2014, et a été adopté par une Déclaration au segment ministériel de haut niveau de la plate-forme. L'équipe GRC de la Banque mondiale en Afrique a apporté son soutien au processus de l'AfRP grâce à une subvention du programme ACP-UE NDRR, d'une part en facilitant la participation de hauts fonctionnaires (ministres et/ou leurs délégués) issus de pays sélectionnés d'Afrique subsaharienne pour les appuyer à consolider et à présenter la contribution de l'Afrique au cadre post-2015 pour la PRC; et d'autre part en facilitant la contribution d'intervenants de pays africains à différentes séances (notamment sur le financement des risques) organisées lors de la plate-forme.





Atelier sur le Manuel des Caraïbes pour la gestion des renseignements sur les risques (CHARIM) Un atelier s'est déroulé à Kingstown du 29 septembre au

3 octobre 2014 autour du Manuel des Caraïbes pour la gestion des renseignements sur les risques (Charim), dans le cadre du programme d'informations sur les risques pour soutenir l'intégration de stratégies GRC dans des secteurs critiques. Cet atelier s'est appuyé sur des séances nationales qui ont eu lieu au cours des trois mois précédents dans les pays suivants : Belize, la Dominique, la Grenade, Sainte-Lucie, et SVG. Les ateliers CHaRIM avaient pour objectifs de renforcer les capacités sur les méthodologies d'évaluation des risques et les risques liés aux aléas naturels pour éclairer la planification de l'aménagement du territoire et des infrastructures, de dispenser de la formation à plusieurs éléments de CHaRIM, et d'obtenir de la part des participants leurs réactions au contenu et aux applications du manuel. Les participants comprenaient des ingénieurs en chef/de haut niveau des ministères des travaux publics/de l'infrastructure, des planificateurs en chef/de haut niveau des ministères de l'aménagement du territoire et des coordinateurs de données du système d'information géographique issus des pays participants. Le site est librement accessible tout au long du processus afin de permettre aux pays participants et aux partenaires régionaux de donner leurs réactions. Lien vers le site : <http://charim.net/>

Sites Internet

Plate-forme Dominode de la Dominique Dans le cadre du projet de gestion des données spatiales et d'identification des écoles et des abris les plus vulnérables à la Dominique financé par le



programme ACP-UE NDRR, le portail d'accès libre aux données de la Dominique (Dominode), mis au point par les Divisions pour l'aménagement du territoire, les terres et de l'arpentage du Gouvernement de la Dominique et le Bureau de la gestion des catastrophes, est accessible à <http://dominode.net/>. Il récolte des données de tous les organismes et départements sectoriels de la Dominique et se présente sous forme de simple plate-forme de partage de données. Un nouveau dictionnaire de données est actuellement en cours de création, et des équipes sont en train de recueillir des données supplémentaires afin d'y charger des couches supplémentaires.

Vidéos

Programme ACP-UE NDRR

Les versions française et anglaise de la vidéo présentant le programme ACP-UE NDRR ont fait l'objet d'une stratégie conjointe de diffusion du Secrétariat ACP, la Commission européenne et GFDRR et sont disponibles à travers les liens ci-dessous.

EN: <https://goo.gl/8CDOxz>

FR: <https://goo.gl/fjMXCv>



Mise à disposition en ligne des moments forts de la conférence Understanding Risk (UR) de 2014 Sur une période de cinq jours à Londres, la conférence UR2014 a réuni 840 participants de plus de 60 pays, représentant 285

institutions qui couvraient des organismes gouvernementaux, le secteur privé, des ONG, des institutions de recherche, des universitaires et la société civile. Le forum a été organisé en partenariat avec Willis, University College London, la Banque mondiale, Esri, RMS et Google. Le Programme ACP-UE NDRR a fourni un soutien financier au forum, en permettant à plusieurs responsables gouvernementaux des régions Caraïbes et du Pacifique d'y assister. Sous le thème Produire de l'information pour l'action, des ateliers techniques animés par diverses organisations internationales ont été organisés, couvrant des domaines tels que la prise de décisions en situation d'incertitude, la modélisation du risque dans le secteur financier, les systèmes d'observation de la terre, la communication des risques, les évaluations des risques à base communautaire, et l'évaluation du risque dans un climat qui change, parmi d'autres. En plus des séances techniques, le forum a été l'occasion de 9 réunions plénières, 24 ateliers et séances de formation parallèles, 2 expositions sur place, et de nombreuses réunions et événements parallèles.

<https://community.understandrisk.org/Media>

Annexe 2 – Portefeuille de projets et résumé des engagements

#	Pays / Région	Titre	Volet d'action	Partenaires de mise en œuvre et locaux	Montant financé (USD)	État
AFRIQUE						
1	Région	Formation aux outils et à la méthodologie d'évaluation des risques (Understanding Risk 2012)	Volet 1	BM	263 284	Achevé
2	Région	Cinquième Plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophes	Volet 1	BM	124 022	Achevé
3	Membres de la CEEAC : Angola, Burundi, Cameroun, Gabon, Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad.	Élaboration de mesures de prévention des risques, de préparation et d'interventions à des risques de catastrophe en Afrique centrale	Volet 1	BM, CEEAC	300 000	En cours
4	Membres de l'IGAD : Djibouti, Éritrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan	Programme régional de résilience aux catastrophes et de durabilité de la Corne de l'Afrique de l'IGAD	Volet 1	BM, IGAD	990 000	En cours
5	Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Tanzanie	Initiative de financement et d'établissement du profil des risques de catastrophes des îles de l'océan Indien	Volet 1	BM, COI, les ministères des Finances et de la Gestion des catastrophes	1 300 000	En cours
6	Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda et Somalie.	RCMRD - Projet de cartographie Open Data de la Corne de l'Afrique : Renforcer la résilience par le partage de données pour reconstruire la région	Volet 1	BM, RCMRD, Croix-Rouge du Kenya	290 000	En cours
7	Région (CER)	Préparation de la collaboration avec des organisations régionales en Afrique dans le cadre du Programme ACP-UE	Volet 1	BM CEEAC, CEDEAO, IGAD, SADC, BAFD, CUA	500 000	En cours
8	Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad	Sahel : Programme national et régional de résilience et d'interventions en cas de catastrophes	Volet 1	BM, ACMAD, AGRHYMET (CILSS)	420 000	En cours

#	Pays / Région	Titre	Volet d'action	Partenaires de mise en œuvre et locaux	Montant financé (USD)	État
AFRIQUE (cont.)						
9	Comores, Madagascar, Malawi, Mozambique	Soutien à l'établissement d'un Centre technique pour la prévention des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique	Volet 1	ONU-HABITAT, COSEP, BNGRC et CPGU	900 000	En cours
10	Burundi	Préparation à des inondations et des glissements de terrain pour améliorer la résilience des communautés	Volet 2	BM	744 000	À l'étude
11	Éthiopie	Renforcement des capacités de prévention des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique de Woreda	Volet 2	BM, Cordaid	750 000	À l'étude
12	Gambie	Évaluation nationale des risques de catastrophes et renforcement de l'Agence nationale de gestion des catastrophes	Volet 2	BM	660 000	En cours
13	Lesotho	Analyse des risques relatifs au climat et à l'eau et systèmes de gestion de l'information et d'alerte précoce	Volet 2	BM, PAM	1 000 000	En cours
14	Liberia	Renforcement de la gestion des risques de catastrophes au Liberia	Volet 2	PAM	544 500	En cours
15	Mozambique	Promotion de l'intégration de la prévention des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique dans les plans de développement des districts et la gestion des risques à base communautaire	Volet 2	BM, World Vision	575 300	À l'étude
16	Niger	Prévention des risques de catastrophes à base communautaire au Niger	Volet 2	Oxfam UK, Niger	930 000	En cours
17	Niger	Approche multi-aléas au système d'alerte précoce en mettant l'accent sur la gestion des risques d'inondations	Volet 2	BM	300 000	À l'étude

#	Pays / Région	Titre	Volet d'action	Partenaires de mise en œuvre et locaux	Montant financé (USD)	État
AFRIQUE (cont.)						
18	Nigéria	Renforcement des capacités pour la gestion des risques de catastrophes	Volet 2	BM	850 000	En cours
19	Rwanda	Établissement de profils complets de risques de catastrophes pour améliorer la gestion des catastrophes au Rwanda	Volet 2	PNUD	691 000	En cours
20	Sierra Leone	Soutien à la PRC à base communautaire en Sierra Leone	Volet 2	BM	700 000	En cours
21	Tanzanie	Renforcement des capacités communautaires pour les interventions de PRC dans les régions sujettes à la sécheresse à travers les enfants	Volet 2	UNICEF	793 000	En cours
22	Tanzanie	Renforcement de la résilience climatique dans le secteur de l'eau de la Tanzanie	Volet 2	BM	400 000	En cours
23	Togo	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres	Volet 2	Gouvernement du Togo	3 000 000	En cours
24	Ouganda	Évaluation des risques et plan d'action de résilience	Volet 2	BM	650 000	À l'étude
25	Zimbabwe	Intégration de la prévention des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement local au Zimbabwe grâce à l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze	Volet 2	BM, Croix-Rouge danoise	499 850	À l'étude
26	Burundi	Mission d'évaluation rapide axée sur la gestion des risques d'inondation	Volet 3	BM, UE, PNUD	75 000	En cours
27	Cap-Vert	PDNA suite à l'éruption volcanique au Cap Vert de 2014-2015	Volet 3	BM	80 000	En cours

#	Pays / Région	Titre	Volet d'action	Partenaires de mise en œuvre et locaux	Montant financé (USD)	État
AFRIQUE (cont.)						
28	Cameroun	Évaluation d'urgence des inondations et planification de réhabilitation	Volet 3	BM	71 338	Achevé
29	Comores	Renforcement des capacités pour l'évaluation des inondations et la planification du relèvement	Volet 3	BM	104 313	Achevé
30	Djibouti	Évaluation des besoins post-désastre après la sécheresse	Volet 3	BM, UE, ONU	119 982	Achevé
31	Éthiopie	Renforcement des capacités en matière d'évaluation des besoins post-désastre	Volet 3	BM, UE, ONU	46 682	Achevé
32	Kenya	Évaluation des besoins post-désastre (PDNA) - Sécheresse	Volet 3	BM, UE, PNUD	201 233	Achevé
33	Malawi	Évaluation des besoins post-catastrophe suite aux inondations au Malawi	Volet 3	BM, UE, ONU	370 000	En cours
34	Mozambique	Mission d'évaluation rapide au Mozambique axée sur la gestion des risques d'inondation	Volet 3	BM, UE, ONU	100 000	En cours
35	Nigéria	Évaluation de l'impact des inondations et renforcement des capacités pour la préparation aux catastrophes	Volet 3	BM	97 897	Achevé
36	Nigéria	Évaluation des besoins suite aux inondations de 2012 au Nigéria	Volet 3	BM, UE, PNUD	255 000	Achevé
37	Seychelles	Évaluation de l'impact des inondations et planification du relèvement	Volet 3	BM, UE, PNUD	73 792	Achevé

#	Pays / Région	Titre	Volet d'action	Partenaires de mise en œuvre et locaux	Montant financé (USD)	État
CARAÏBES						
38	Région (membres de la CDEMA)	Soutien et participation à la 6e Conférence des Caraïbes sur la gestion globale des catastrophes	Volet 1	BM	102 000	Achevé
39	Région (Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, SVG)	Programme d'information sur les risques dans les Caraïbes au soutien de l'intégration de stratégies de GRC dans des secteurs critiques	Volet 1	BM	1 340 000	En cours
40	Région (Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines)	Renforcement des investissements publics dans la prévention des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la région orientale	Volet 1	PNUD, OECO	707 600	En cours
41	Région (Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, SVG)	Communauté de praticiens des Caraïbes Mosaïc	Volet 1	BM - OECO - SSDF - CICR	550 000	En cours
42	Belize	Cadre d'évaluation des risques et des aléas pour Belize : Priorisation d'un plan d'investissement	Volet 2	BM	1 150 000	En cours
43	Belize	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à Belize	Volet 2	BM	233 000	À l'étude
44	Dominique	Gestion des données spatiales et identification des écoles et abris les plus vulnérables en Dominique	Volet 2	BM	722 000	En cours
45	République dominicaine	Intégration de la GRC et de l'adaptation au changement climatique dans les investissements publics, l'aménagement du territoire et les finances publiques en République dominicaine.	Volet 2	BM	600 000	En cours
46	République dominicaine	Détermination des risques pour la protection des écoles en République dominicaine	Volet 2	BM - Plan DR - Oxfam DR - Habitat	638 574	En cours

#	Pays / Région	Titre	Volet d'action	Partenaires de mise en œuvre et locaux	Montant financé (USD)	État
CARAÏBES (cont.)						
47	Grenade	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à la Grenade	Volet 2	BM	233 000	À l'étude
48	Guyana	Renforcement des systèmes d'information et de sensibilisation à l'adaptation des terres côtières du Guyana	Volet 2	BM	250 000	Achevé
49	Haiti	Intégration de la gestion des risques de catastrophe et programme de renforcement des capacités en Haïti	Volet 2	BM, PNUD	1 000 000	En cours
50	Jamaïque	Renforcement de la gestion des risques de catastrophes et de la résilience climatique dans le processus de planification du développement de la Jamaïque	Volet 2	BM et Gouvernement de la Jamaïque	860 000	À l'étude
51	Jamaïque	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à la Jamaïque	Volet 2	BM	233 000	À l'étude
52	Sainte-Lucie	Cadre d'évaluation des risques de catastrophes et des aléas à Sainte-Lucie : Préparation de la réduction de la vulnérabilité	Volet 2	BM	300 000	En cours
53	Sainte-Lucie	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à Sainte-Lucie	Volet 2	BM	233 000	À l'étude
54	Sainte-Lucie	Évaluation des dommages et des pertes suite aux inondations de décembre 2013 à Sainte-Lucie	Volet 3	BM	50 000	Achevé
55	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Inondations et les glissements de terrain en 2013 à Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Volet 3	BM et BDC	50 000	Achevé
56	Région (Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines)	Renforcement des capacités en matière d'évaluation des besoins post-catastrophe dans les Caraïbes	Volet 3	BM, PNUD	372 750	En cours

#	Pays / Région	Titre	Volet d'action	Partenaires de mise en œuvre et locaux	Montant financé (USD)	État
PACIFIQUE						
57	Région (îles du Pacifique/pays des Caraïbes)	Renforcement des capacités d'évaluation des risques de catastrophe et renforcement communautaire - Forum Understanding Risk	Volet 1	BM	200 000	Achevé
58	Région	Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique - Phase 3 (PCRAFI-3)	Volet 1	SPC-SOPAC	1 404 250	En cours
59	Région	Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique	Volet 1	WB, ministères des Finances, SPC, CPS, SPREP	1 000 000	En cours
60	Région	Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique (Données sur les risques)	Volet 1	BM	400 000	À l'étude
61	Région (Îles Marshall, Micronésie, Palaos)	Renforcement des mesures ciblées de prévention des risques de catastrophes en Micronésie	Volet 1	OIM	660 000	À l'étude
62	Fidji	Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique - Gestion des risques d'inondations aux Fidji	Volet 2	BM	200 000	À l'étude
63	Îles Salomon	Projet de résilience de la communauté aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles (CRISP)	Volet 2	BM, Gouvernement des îles Salomon	2 000 000	En cours
64	Îles Salomon	Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique - Gestion des risques d'inondations aux îles Salomon	Volet 2	BM	400 000	À l'étude

#	Pays / Région	Titre	Volet d'action	Partenaires de mise en œuvre et locaux	Montant financé (USD)	État
PACIFIQUE (cont.)						
65	Timor-Leste	Résilience au changement climatique et aux catastrophes dans les communautés situées le long du couloir routier de Dili à Ainaro	Volet 2	BM, Gouvernement du Timor-Leste	990 000	En cours
66	Tonga	Projet de reconstruction et de résilience au changement climatique après le passage du cyclone Ian au Tonga	Volet 2	Gouvernement du Tonga	2 000 000	En cours
67	Vanuatu	Renforcement de la résilience au changement climatique et aux aléas naturels au Vanuatu	Volet 2	BM, Gouvernement du Vanuatu	3 000 000	En cours
68	Fidji	Évaluation des besoins post-catastrophe de Fidji (PDNA) pour le cyclone Evan de 2012	Volet 2	BM, UE, PNUD	103 330	Achevé
69	Samoa	PDNA pour Samoa PDNA suite au cyclone Evan de 2012	Volet 3	BM, UE, PNUD	104 624	Achevé
70	Îles Salomon	Évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) suite aux inondations dans les îles Salomon d'avril 2014	Volet 3	BM, UE, PNUD	143 600	Achevé
71	Tonga	Assistance technique (AT) de planification du relèvement et de la reconstruction après le cyclone tropical Ian	Volet 3	BM - PNUD - Croix-Rouge - BAD -, AusAid - New Zealand Aid - Ministère des Infrastructures	98 000	En cours
72	Vanuatu	Évaluation rapide des besoins post-catastrophe suite au passage du cyclone tropical Pam	Volet 3	BM, UE, PNUD	160 700	En cours
73	Îles du Pacifique	Évaluation économique des catastrophes dans le Pacifique	Volet 3	BM	714 210	À l'étude

LES PARTENAIRES DU PROGRAMME ACP-UE DE PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX CATASTROPHES NATURELLES

Groupe des états ACP

Le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) est un organisme créé par l'Accord de Georgetown en 1975. Il est composé de 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires de l'Accord de Cotonou (connus sous le nom de l'accord de partenariat ACP-CE), les liant à l'Union européenne. Parmi les principaux objectifs du Groupe ACP est le développement durable de ses Etats membres et leur intégration dans l'économie mondiale. À cet égard, le Groupe a mis au point des mesures de prévention des catastrophes et de la résilience en appelant l'attention de l'Union européenne sur la nécessité de mettre l'accent de la réponse à la prévention en vue du développement durable dès 2004. Ce programme fait partie d'une longue coopération entre le Groupe ACP et l'Union européenne qui rassemble les entités sœurs d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, actives dans le domaine de la résilience aux catastrophes et au climat. Celles-ci, en collaboration avec des partenaires spécialisés comme la GFDRR, œuvrent à réduire la vulnérabilité des pays ACP aux chocs exogènes grâce à des mesures intégrées sur l'adaptation climatique, la protection de l'environnement et la gestion des risques de catastrophe.

Pour plus d'information:
www.acp.int

Union européenne

L'Union européenne est le premier donateur d'aide au développement et est pleinement engagée dans le Programme de développement post-2015. Il est également le plus grand contributeur au monde de financement climatique et est à la pointe de l'agenda international sur la résilience des pays en développement, les appuyant à se préparer, résister et se relever des événements en cas de catastrophe. Ces efforts découlent de la stratégie de l'UE pour la réduction des risques de catastrophe (2011) ou du Plan d'action de la Commission sur la résilience (2013). Les ressources humanitaires et de développement sont réunies afin de développer des initiatives-phares telles AGIR (Alliance mondiale pour la résilience au Sahel), SHARE (Soutenir la Corne de la résilience de l'Afrique), ou l'AMCC (Global Climate Change Alliance). En outre, dans sa coopération avec le Groupe ACP, l'UE a mis au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés, ayant engagé plus de 320 millions d'euros pour la période 2008-2013, y compris le soutien à la GFDRR.

Pour plus d'information:
www.europa.eu

Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et le relèvement

La Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et de relèvement (GFDRR) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à mieux comprendre et à réduire leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles et soutenir l'adaptation au changement climatique. Travaillant avec plus de 400 partenaires locaux, nationaux, régionaux et internationaux, GFDRR fournit des financements par subvention, de l'assistance technique, des formations et partages des connaissances pour la gestion des catastrophes et des risques climatiques intégrés dans les politiques et stratégies. Gérée par la Banque mondiale (www.banquemondiale.org), GFDRR est soutenu par 34 pays et 9 organisations internationales.

Pour plus d'information:
www.gfdr.org



Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Facilité mondiale pour la réduction des
catastrophes et le relèvement (GFDRR)
Banque mondiale – Bureau de Bruxelles
17, av. Marnix – B-1000 Bruxelles, Belgique

infoacpeu@worldbank.org
www.drrinacp.org



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

Programme ACP-UE de Prévention des Risques liés aux Catastrophes Naturelles

Une initiative du Groupe des Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique, financée par l'Union européenne et gérée par GFDRR